

Côtes d'Armor

LE MAGAZINE DES COSTARMORICAINS

Randonnée pédestre

La belle échappée

PATRIMOINE

DES COURSES DE CHEVAUX
CENTENAIRES

REPORTAGE

SERVICES

DE REMPLACEMENT
EN AGRICULTURE

www.cotesdarmor.fr

NUMÉRO 35 – MAI-JUIN 2005

Édité par le Conseil Général
des Côtes d'Armor

Conseil
Général



SOMMAIRE

NUMÉRO 35
mai-juin 2005

www.cotesdarmor.fr

C'est l'adresse du site Internet du Conseil général. Vous y retrouverez votre magazine et tout ce que vous voulez savoir sur les Côtes d'Armor.

Côtes d'Armor

Côtes d'Armor n° 35 – Mai-Juin 2005.
Bimestriel édité par le Conseil général des Côtes d'Armor.
Direction de l'Information, de la Communication et de la Promotion.
9, place du Général-de-Gaule, BP 2371, 22 023 Saint-Brieuc.
Tél. 02 96 62 62 16. Fax 02 96 62 63 85.
www.cotesdarmor.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Claudy Lebreton.

COMITÉ ÉDITORIAL : Claudy Lebreton, Michel Lesage, Paule Quéméré, Monique Haméon, Sébastien Couepel, Philippe Delsol, Yvon Garrec, Ange Herviou, Yves-Jean Le Coq, Vincent Le Meaux, Yves Le Roux, Émile Raoult, Jean-Marc Quéméré, Gérard Rouxel.

RÉDACTEUR EN CHEF : Gill Pellan.

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT : Bernard Bossard.

JOURNALISTE : Joëlle Robin.

PHOTOGRAPHE : Thierry Jeandot (sauf mention)
CRÉDIT PHOTO : Bruno Torrubia (p4 -16-24-32-42)

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO : Hélène Perraudau, Laurent Le Baut, Véronique Rolland, Sylvain Morvan.

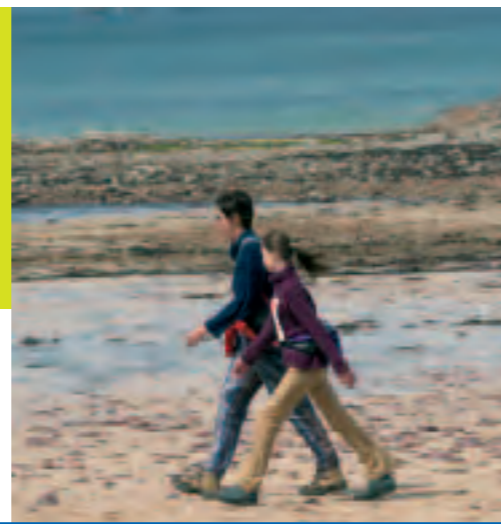
EXÉCUTION ET RÉALISATION : Cjan

IMPRESSION : Imaye-Graphic.
Bd H. Becquerel – BP 2159
53021 Laval cedex 9.

DISTRIBUTION : La Poste.
N° ISSN : 1283-5048.
Tirage : 250 000 exemplaires.



Édité par le Conseil général des Côtes d'Armor



POINT DE MIRE

4-11 Les sentiers du rêve et de la découverte

Prenons le temps de marcher, de nous aventurer sur quelques lacets des 4 500 km de sentiers de randonnée que comptent les Côtes d'Armor. C'est une autre façon de vivre notre territoire, d'en percevoir la richesse, d'en mesurer l'incomparable beauté.

INITIATIVES



- 13-16 **Démarche qualité** dans les offices de tourisme
- VO-Production lance sa **web-TV**
- Image et son** : nouvelle formation à Saint-Brieuc
- Terralies**, le salon de l'agriculture
- CLIC de Lannion** : un réseau de bénévoles

ENSEMBLE

- 17 et 20 **A Glomel, clarinettes sans frontières**
- L'envol**, plus qu'un simple relais

TERRITOIRES



- 18-19 **Le canton de La Chèze**

ACTIONS

- 21-23 **Visites cantonales à Collinée et Lanvollon**
- Les groupes thérapeutiques multifamiliaux**

RENCONTRE

- 24 et 29 **François Budet**, l'artisan des mots
- Nelly et Olivier, luthiers à Dinan**

PATRIMOINE

- 25-28 **La tradition des courses de chevaux**

INTERNATIONAL

- 30 **Des jeunes solidaires**

DÉCIDEURS

- 31-32 **CCE**, une entreprise **coopérative**
- Les jeunes pousses de Créarmor**

REPORTAGE

- 34-37 **Le SDAEC, service de remplacement en agriculture**

PLACE PUBLIQUE

- 38-39 **Expression des groupes politiques du Conseil général**

DÉCOUVERTE

- 40-41 **Le sillon de Talbert**

PRATIQUE



- 42 **Le compostage individuel**

CULTUROSCOPE

- 43-45 **La Fête Départementale du Cinéma**
- Marionnettes** à Binic
- Festival **Complet'mandingue**
- Val Latina à **Pléneuf-Val-André**
- Jeunes** : une journée de fête et de débats à Lamballe
- M. Ogh, un groupe à suivre**

DÉTENTE

- 47 **Les mots fléchés** thématiques et le concours

Nous avons besoin de leur liberté



Le Conseil général se joint au quotidien Libération et à l'association Reporters sans Frontières dans leurs actions de soutien et de mobilisation pour la libération de Florence Aubenat et Hussein Hanoun, enlevés en Irak le 5 janvier, et de Marie-Jeanne Ion, Sorin Dumitri Miscoci et Eduard Ovidiu Ohanes, les trois journalistes roumains enlevés le 28 mars, également en Irak.

ÉDITO



Les services publics, un choix de société

Chacun le vit comme une menace, un déchirement ou un gâchis, nos services publics de proximité sont plus que jamais dans l'œil d'un cyclone alimenté par des mots d'ordre appelés "productivité", "rentabilité" ou "efficacité".

Bureaux de poste, agences du Trésor, classes dans les écoles publiques... disparaissent ou se restructurent, pénalisant ainsi nos territoires ruraux comme nos quartiers urbains, en s'écartant peu à peu de leur mission première : faire que l'égalité républicaine vive quel que soit le territoire sur lequel nous avons décidé de vivre.

Bien entendu, il faut imaginer des solutions innovantes et ne pas tourner le dos à la modernité. Nos services publics ne peuvent et ne doivent plus être ceux du 19^e ou du 20^e siècle. Personne n'affirme le contraire. Mais ce que chacun ressent comme une force qui l'emporte sur toute autre considération, c'est que notre société ne peut se départir de son devoir de solidarité entre les hommes, entre les territoires, pour dire l'intérêt général.

Le Conseil général entend être très présent dans ce débat qui est un véritable combat de société. Cette mobilisation, forte dans ses contours – élus, population – et innovante dans ses propositions, est indispensable. Notre énergie doit être, dans les prochains mois, à la hauteur de l'enjeu.

CLAUDY LEBRETON
Président du Conseil général des Côtes d'Armor



RANDONNÉE PÉDESTRE

Sentiers à vivre

Marcher est le loisir préféré des Français. En famille, en amoureux, en groupe, la pratique de la randonnée – douce ou sportive – cultive la diversité. Un phénomène social aux effets bénéfiques sur le cadre de vie, la préservation de l'environnement et qui suscite l'émergence d'activités touristiques nouvelles et prometteuses. En route.

Plus de 15 millions de Français randonnent régulièrement⁽¹⁾, à raison de deux à trois balades par mois. *“La randonnée comble notre besoin de nature et exerce un profond effet anti-stress. Loin de toute compétition, c'est une activité de partage: on part à la rencontre des autres; on se confronte aussi aux éléments pour en apprendre plus sur soi, pour se redécouvrir. Résultat, ceux qui se lancent, même les jeunes, deviennent rapidement accros...”*, explique Florence Lung, commissaire général du Salon de la Randonnée, qui vient de se tenir à Paris. Il faut se rendre à l'évidence: à l'heure du développement durable, de l'éco-citoyenneté, du tourisme vert, alors que plusieurs millions de citadins mûrissent – ou réalisent – des projets de vie en milieu rural, la randonnée ne peut qu'avoir le vent en poupe. Son essor est une nouvelle illustration du besoin croissant que nous avons de nous ressourcer, de reprendre notre place originelle dans le paysage: celle du bipède arpentant le chemin creux, de l'humble tache sombre traversant lentement, au loin, la ligne d'horizon.

25 ANS DE TRAVAIL RÉCOMPENSÉS

Ainsi se développe une quête d'espaces, de chemins, d'itinéraires. Où aller se balader, où marcher? Les professionnels de l'accueil touristique vous le diront, c'est une question à laquelle ils doivent désormais répondre dix fois par jour. Face à ce phénomène, les collectivités disposant d'un fort attrait touristique – sites naturels, littoral, patrimoine historique, espace rural –, ont une belle carte à jouer. D'une part pour offrir à leurs résidents l'occasion de se

réapproprier leur territoire; d'autre part pour répondre à l'attente des touristes en quête de chemins inédits.

Ce constat nous parle, nous interpelle? C'est bien qu'il nous renvoie à une réalité que nous connaissons – et vivons – bien, en Côtes d'Armor.

Pour la petite histoire, tout est parti du sentier des douaniers, le fameux GR 34, qui longe toute la côte bretonne, lézardant sur 417 kilomètres, de Lancier à Plestin-les-Grèves. *“La naissance du Comité départemental de la randonnée pédestre (CDRP), il y a 25 ans, était motivée par la volonté de quelques marcheurs de réaménager le GR 34 et, à partir de là, d'ouvrir d'autres sentiers un peu partout,”* se souvient Jacques Méar, président du CDRP, un comité devenu le 3^e de France en nombre d'adhérents, avec 4000 licenciés. Le rôle du Comité? *“Nous conseillons les collectivités qui veulent créer des sentiers et nos bénévoles prennent en charge le balisage et une part de l'entretien des itinéraires. Un travail*

Un véritable phénomène de société

dont profitent, sans le savoir, les centaines de milliers de promeneurs qui arpentent les 4500 kilomètres d'itinéraires de randonnée pédestre.” Au même titre que les vététistes ou les cavaliers, le Comité est fortement soutenu par le Conseil général, dans le cadre d'un Plan départemental de la randonnée initié dans les années quatre-vingt. Une politique qui représente plus de 3 millions d'euros d'investissements, l'adhésion de 312 communes au Plan Départemental, et l'élaboration d'une Charte de qualité.

DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AVANT LA LETTRE

Par la signature de cette charte, les collectivités ou associations aidées par le département dans la création d'itinéraires, s'engagent sur la prise en compte de l'environnement et des milieux fragiles, sur l'entretien et la sécurité et sur la cohérence du projet avec un aménagement rural raisonné et le développement du tourisme vert... elle résume là les priorités affichées par le Conseil général, dans une logique de “développement durable”. Enfin, l'essor de la randonnée doit aussi se mesurer en terme de retombées économiques: opérateurs touristiques, commerce et services locaux, structures d'hébergement...



La randonnée, pour reprendre notre vraie place dans le paysage



CAVALIERS, VÉTÉTISTES, PAGAYEURS...

Il n'y a pas que la marche à pied!

La randonnée en Côtes d'Armor ne se pratique pas qu'à pied, loin de là. L'espace rural, la façade côtière, les plans et les cours d'eaux intérieurs offrent bien d'autres alternatives à la découverte. À cheval, en VTT, en canoë-kayak ou en kayak de mer, les moyens de se fondre dans la nature sont multiples. Le parti pris de ce dossier, vous l'aurez compris, est de privilégier la randonnée pédestre, parce qu'elle reste la plus facilement – et la plus immédiatement – accessible et parce que ce “sport doux”, praticable à tout âge sans grande contrainte de condition physique, touche un très



Le Conseil général développe toutes les formes de randonnée

large public. Partenaire de l'Association des Cavaliers d'Extérieur (ACECA), de la confédération VTT 22 et du comité départemental de canoë-kayak, initiateur d'un plan de développement du kayak de mer qui a fait des Côtes d'Armor un territoire pilote en la matière, le Conseil général accompagne le développement de toutes les formes de randonnée. Celles-ci restent pour notre rédaction une source de reportages passés et à venir. Qu'on se le dise. ■



UN GRAND CLASSIQUE

Le GR 34, roi du littoral

Le sentier littoral des douaniers est un grand classique. C'est aussi, pour les communes côtières, l'occasion d'y greffer d'autres sentiers ouvrant aux marcheurs des paysages plus campagnards.



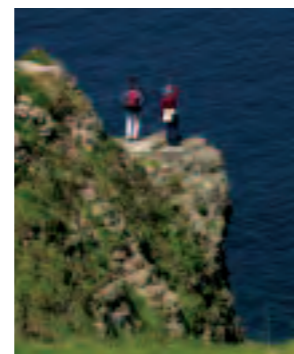
"Lancieux, un condensé des côtes costarmoricaines".
André Gilbert, maire de Lancieux.

Le GR 34, ou sentier des douaniers, longe toute la côte bretonne. Immuable destination de bien des sorties en famille, pour des raisons de proximité ou par choix délibéré, chacun y a ses habitudes. "J'ai un faible pour le cap d'Erquy et pour l'estuaire du Trieux," nous disait Denise Quark (lire p.7); "Moi, ce sont les falaises de Plouha. Dès que la famille de Paris vient à la maison, je les y emmène, c'est comme un rite," confie un marcheur briochin. À Lancieux, "porte d'entrée" en Côtes d'Armor, côté est, "le GR 34 est un support à partir duquel on peut aiguiller les marcheurs vers d'autres circuits, pour

découvrir l'intérieur des terres," explique André Gilbert, maire de Lancieux et président fondateur des "Randonneurs de la baie de Lancieux". Si André marche d'abord "par besoin, pour se ressourcer", il n'en revendique pas moins son souci, en tant qu'élu local, "de développer une activité qui participe à la fois au développement touristique et à l'aménagement rural. Les retombées sont importantes pour le commerce local, à l'exemple de l'Hôtel de la Mer qui, pour mieux répondre à un afflux croissant de clients randonneurs, vient d'investir dans un mini-bus." Sorties thématiques (découverte des orchidées), sorties familiales dès les premiers

beaux jours, Lancieux aménage et soigne un réseau de sentiers qui permet aux vacanciers de passer – à pied – de la mer au bourg et à la campagne, dans un environnement exceptionnel. Pour autant, le GR 34 demeure le grand pôle d'attractivité de la

commune. "Ici, la côte offre, sur quelques kilomètres, un parfait résumé de la diversité des paysages côtiers costarmoricains: falaises, dunes, polders, vastes plages, estuaires, marais maritimes... et l'archipel des Ebihens, accessible aux marcheurs à marée basse." ■



19 juin – Lancieux
FÊTE DE LA RANDONNÉE
4 circuits libres et balisés :
7, 11, 20, 30 km.
Départs à partir de 8h,
Maison de la Culture de Lancieux.
Non licenciés : 5 € / -16 ans : gratuit
Ravitaillement et goûter offerts.
Tél. 02 96 62 72 12

DENISE QUARK – RANDO ROSTREN

La magie au bout du chemin



"Marcher, c'est pour moi une affaire de plaisir, de convivialité, de découverte, de forme aussi. Avant tout, je marche pour moi et dans les moments difficiles, je marche encore..." Denise Quark est la présidente de Rando-Rostren, association de randonneurs du Centre Bretagne qui regroupe près d'une centaine d'adhérents. "Il y a pas mal de retraités, mais nous avons aussi des gens plus jeunes, surtout des femmes, qui viennent marcher en semaine pendant que les enfants sont à l'école." La rando, une affaire de spécialistes? "Pas du tout, répond Denise.

C'est ouvert à tout le monde. Nous organisons des tas de sorties pour les familles et les enfants: sorties familiales hebdomadaires chaque été, rando du Pays Fisel à Rostrenen (pendant le festival Fisel) et même une rando patrimoniale, le 14 mai, dans le cadre du festival Sports Nature, avec un circuit accessible aux poussettes!". Quand ils ne marchent pas, les adhérents de Rando-Rostren consacrent leur temps libre à entretenir les sentiers, avec l'aide des municipalités de Rostrenen et Plouguernevel. "Nous avons la responsabilité du GR 37 depuis Plouguernevel jusqu'au Finistère, et de quatre itinéraires de petite randonnée (PR). On débroussaille, on balise... on peut dire – en toute modestie – que les randonneurs ont permis de sauver beaucoup de petits chemins ruraux qui étaient condamnés par le remembrement. "Ses balades préférées?"

Les alentours de Trémargat, les landes de Locarn et du Liscuis, le Korong, les landes de Lann Bern (Glomel)... et tant d'autres. C'est à pied qu'on prend la mesure des merveilles et de la magie du patrimoine du Centre Bretagne". ■

Même les poussettes!



LA JOURNÉE DÉPARTEMENTALE DE LA RANDONNÉE
Dimanche 19 septembre – Rostrenen
4 circuits pédestres en boucle : 6, 12, 20, 30 km.
Départs à partir de 8h
salle des fêtes de Rostrenen
5 € (non-licenciés)
Café, ravitaillement, goûter.
Tél. 02 96 62 72 12

DÉVELOPPEMENT DURABLE

À la découverte de la forêt départementale d'Avaugour – Bois Meur



Tout récemment acquis par le Conseil général, ce massif de plus de mille hectares, idéalement situé entre Guingamp et Saint-Brieuc, à la croisée du Centre Bretagne et du littoral, aura vocation à devenir un laboratoire du développement durable de dimension régionale. Gestion sylvicole raisonnée, développement de la filière bois-énergie, préservation d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire. La volonté du Conseil général est aussi d'ouvrir cet espace aux Costarmoricains, qui doivent

se l'approprier, et aux visiteurs extérieurs. Volonté traduite par l'achèvement, en cours, de trois sentiers de randonnée dans le Bois-Meur et deux à Avaugour, sans doute la partie la plus remarquable du massif, en raison notamment d'un fort peuplement de feuillus. ■

ITINÉRAIRES
Les itinéraires sont indiqués à partir de la commune de Lanrodec



Maisons Nature
DES CÔTES D'ARMOR

Elles sont six. Six maisons ouvertes à tous, lieux de découverte, de culture, de loisirs et d'éducation à l'environnement. Le label "Maisons Nature" a été créé il y a 10 ans par le Conseil général pour promouvoir l'éco-citoyenneté auprès des publics de tous âges. Expositions, animations, rendez-vous festifs sont au programme de chacune d'entre elles. Et pour les amoureux de la balade, leurs animateurs vous proposent des sorties de découverte de la faune et de la flore locales.

MAISON DE LA PÊCHE
Jugon-les-Lacs
Tél. 02 96 50 60 04

MAISON DE LA RANCE
Lanvallay – Tél. 02 96 87 00 40

MAISON DU PATRIMOINE
Locarn – Tél. 02 96 36 66 11

MAISON DE LA BAIE DE SAINT-BRIEUC
Hillion – Tél. 02 96 32 27 98

CENTRE RÉGIONAL D'INITIATION À LA RIVIÈRE

Belle-Isle-en-Terre
Tél. 02 96 43 08 39

CENTRE FORÊT BOCAGE

La Chapelle-Neuve
Tél. 02 96 21 60 20



Une "union sacrée" entre cavaliers, vététistes et marcheurs.

PLOUGUENAST ET LA VALLÉE DU LIÉ

Tout le monde s'y est mis

Si Plouguenast est souvent citée en exemple pour l'étendue (plus de 50 km) et la diversité de ses sentiers de randonnée, elle le doit d'une part à un patrimoine naturel et historique remarquable et, d'autre part, au travail effectué, aux côtés de la mairie, par ses randonneurs. "Nous avons la chance d'avoir à la fois des marcheurs, des vététistes et des cavaliers qui travaillent tous, avec les bénévoles du Syndicat d'Initiative de Plouguenast-Gausson, à l'entretien des circuits. Avec eux, nous avons pu ouvrir plus de 25 kilomètres de nouveaux sentiers en 10 ans," explique le maire,

Hubert, Armand, Pierre...

Ange Helloco, pour qui l'enjeu se mesure en retombées directes sur le commerce local et les nombreuses structures d'hébergement (gîtes, chambres d'hôtes, gîte d'étape). Hubert Poisson, le cavalier, Armand Lucas, le marcheur et Pierre Hamon, président du syndicat d'initiative sont les "meneurs" de ces troupes de bénévoles qui se partagent les secteurs: une dizaine d'équipes de 4 à 5 personnes, épaulées par des agriculteurs. L'itinéraire le plus connu est celui de la Vallée des Moulins – également ouvert aux cavaliers et aux VTT – décliné en trois circuits de 5, 12 et 20 km. "Aujourd'hui, poursuit le maire, Plou-



guenast et ses environs sont très prisés des randonneurs: plusieurs centaines participent en septembre à la Rando des Moulins et, quelques jours plus tard, nous accueillons chaque année 150 cavaliers. Pour ceux que cela tente, je conseille pour débiter le petit circuit des moulins, 5 kilomètres entre le bourg et le moulin de Guette-es-Lièvre. C'est à la portée de tout le monde, même avec des enfants et, croyez-moi, on y prend goût."

11 septembre – Plouguenast

LES RANDOS DES MOULINS

Quatre circuits en boucle libres et balisés. Nombreuses surprises. Départs à partir de 8h, salle des fêtes de Plouguenast. Tél. 02 96 28 77 57



Les indispensables

AU FIL DES CÔTES D'ARMOR

Lancée en 2002 à l'initiative du Conseil général, la collection "Au fil des Côtes d'Armor", qui comporte à ce jour 10 titres. Des guides réalisés en partenariat avec les Pays touristiques ou les communautés de communes. Un format étudié pour se caler dans n'importe quel petit sac, des fiches-circuits de tous niveaux, richement illustrées et commentées (on peut partir en balade avec la fiche de son choix dans la poche)... c'est beau, ludique et pratique. Ces guides sont en vente au prix de 2,30 € dans tous les Offices de Tourisme, Syndicats d'Initiatives et maisons de pays.

Toute la collection est disponible à l'Office de Tourisme de la Baie de Saint-Brieuc | 7, rue Saint-Gouéno | Tél. 02 96 33 32 50.

Déjà parus: Pays de Trégor, du Sud-Goëlo, de Dinan, de Lanvollon-Plouha, de Loudéac-Méné, de Trégor-Goëlo, de la Baie de Saint-Brieuc, d'Argoat, de Guerlédan et du Korong.
Parution été 2005: balades en pays de Penthièvre, de Lamballe, de Moncontour.

LES TOPO-GUIDES

Les topo-guides édités par le Comité Départemental de Randonnée Pédestre vous présentent les cartes IGN des parcours, le descriptif des sentiers, des infos pratiques et les curiosités à voir. Le best seller de la collection reste "Les Côtes d'Armor à pied", avec les 40 plus belles balades de petite randonnée du département.



EN VENTE

dans les offices de tourisme, les maisons de la presse ou au Comité Départemental de Randonnée
7, rue Saint-benoît, 22000 Saint-Brieuc
Tél. 02 96 62 72 12
<http://perso.wanadoo.fr/rando22/html/CDRP22.htm>

RENSEIGNEMENTS

Conseil général
service de la randonnée
et des espaces naturels
Tél. 02 96 62 46 57

INSERTION

Un réel impact social



Bois de Plédran, Cap d'Erquy, Sables d'Or... en Côtes d'Armor, beaucoup de travaux d'aménagement et d'entretien de sentiers de randonnée et d'espaces naturels sont réalisés par des salariés en contrats d'insertion professionnelle. Pour encourager cette pratique, le Conseil général subventionne – à hauteur de 50 % du coût des travaux – les collectivités passant des contrats de gestion d'au minimum 3 ans avec des entreprises ou des associations d'insertion, pour l'entretien de leurs sentiers de randonnée. Une politique qui concerne aujourd'hui plus de 150 communes et des centaines de salariés qui, par ce biais, renouent avec le monde du travail, tout en bénéficiant d'un accom-

pagnement social et d'une formation. Le Conseil général qui, depuis le 1^{er} janvier, s'est vu transférer par l'État la pleine compétence en matière d'insertion, doit présenter dans les semaines qui viennent les grandes orientations du Plan Départemental de l'Insertion. La mise en place d'une aide départementale à la création d'entreprises d'insertion et la promotion du gisement d'emplois d'insertion que représentent les espaces naturels et la randonnée, constitueront des axes majeurs de ce plan. Des choix qui devraient permettre, à l'avenir, de renforcer le poids de la randonnée et du tourisme nature en matière d'insertion. ■

MOIS SPORTS-NATURE

Vos rendez-vous nature, en famille

À Erquy les 29 et 30 avril, au festival Magic-Armor, du 5 au 8 mai à Plouha et à Guerlédan, les 14 et 15 mai, venez randonner et découvrir d'autres activités sportives de pleine nature: escalade, tir à l'arc, kayak, cerf-volant, yole de Ness, course d'orientation... Les animateurs départementaux vous attendent pour des séances d'initiation accessibles à toute la famille. Tous les détails dans notre encart central.



RANDONNER EN FAUTEUIL

Les sentiers de l'espoir

Il suffirait parfois de peu de choses pour rendre certains sentiers accessibles aux personnes handicapées. "Dans bien des endroits, l'aménagement pourrait se limiter à des rampes d'accès, en début et en sortie de sentier, là où l'on trouve souvent des marches infranchissables, et à la mise en place de toilettes adaptées," confie Soizic Ollitrault de l'Association des Paralysés de France (APF). L'an dernier, en partenariat avec les communes riveraines du lac de Guerlédan – Saint-Gelven, Caurel et Mûr-de-Bretagne –, le Conseil général initiait une opération pilote

sur le sentier bordant le lac de Guerlédan. Les sentiers de Beau Rivage et du barrage ont été entièrement aménagés (1,6 km) et la construction d'une passerelle sur pilotis de 500 mètres, aux normes handicapés, est en cours d'achèvement entre le lieu-dit Pors Bras et le bois de Caurel (ouverture avant l'été).

Une réalisation exemplaire

Ainsi, le parcours sera praticable en fauteuil et accessible aux non-voyants, grâce à des "guides" placés au sol. Pour Louis Le Morzadec, référent technique représentant l'APF sur ce projet, "C'est une réalisation exemplaire, mais il en faudra d'autres par la suite pour transformer l'essai. Ce chantier a démontré qu'avant de "faire pour les handicapés", il faut "faire avec eux", les associer. C'est ce qui a été fait ici et je m'en félicite. Il y a eu beaucoup d'écoute de la part des techniciens du Conseil général." Rappelons qu'il y a deux ans, le Conseil général avait été à l'origine, en partenariat avec la Maison de la Pêche de Jugon-les-Lacs, de l'aménagement d'un parcours de pêche accessible en fauteuil roulant, sur les rives de l'Arguenon. Et il va sans dire qu'il entend poursuivre cette politique d'accessibilité sur d'autres sites dans les années à venir, conformément au volet "tourisme et handicap" du Plan Départemental du Tourisme. ■



HÔTELS, CAMPINGS, GÎTES

Des milliers de clients potentiels

La randonnée est un produit touristique qui se vend très bien. Pour attirer les marcheurs, les professionnels de l'hébergement doivent s'adapter...

Une semaine sur le sentier des douaniers, de Paimpol à Lannion; trois jours au pays de Belle-Isle-en-Terre; six jours entre Dinan, la Côte d'Émeraude et la Rance intérieure... les séjours randonnée représentent aujourd'hui les deux tiers des "produits" vendus par Côtes d'Armor Tourisme, la Centrale de Réservation du Comité Départemental du Tourisme (CDT). Parlons simple: la randonnée se vend bien. Pour autant, il faut encourager encore le développement de structures d'hébergement adaptées. Car, pour accueillir les randonneurs, un hôtel (ou tout autre lieu d'accueil) doit faire preuve, reconnaissons-le, de souplesse: capacité à accepter des réservations pour des périodes courtes (1, 2 ou 3 nuits), même en haute saison, et moyens de transports pour le transfert des bagages des randonneurs entre

les étapes. Une démarche pas évidente dans laquelle s'engagent de plus en plus d'hôteliers. "Pour l'accueil de groupes importants, il y a bien les auberges de jeunesse, mais il n'y en a pas partout et leurs capacités sont limitées," explique Jacques Méar, président du Comité départemental de Randonnée Pédestre. Pour tenter de remédier à cette situation, le CDRP vient de signer une convention avec le CDT pour mettre en place, ensemble, de nouveaux produits touristiques. Enfin, on rappellera que le Conseil général est engagé depuis plusieurs années aux côtés de l'Association Bretagne Randonnée Itinéraires (ABRI), dans une démarche pour la promotion du label "Rando-Accueil". ■

À LIRE

Le guide "Séjours individuels", édité par le Comité Départemental du Tourisme.

Vous y trouverez un large choix de séjours randonnée, côté mer et côté terre, hébergement compris. Gratuit sur demande au CDT
7, rue Saint-Benoît
22000 Saint-Brieuc
Tél. 02 96 62 72 15
armor@cotesdarmor.com



"Un formidable outil de valorisation des ressources locales"

Monique Le Clézio, vice-présidente du Conseil général, chargée du Développement économique, du Tourisme et de la Recherche.



Beaucoup de promoteurs de la randonnée affirment qu'ils ont fait du développement durable avant la lettre. Votre avis ?

Je suis d'accord. Depuis plus de 20 ans, à travers le développement d'itinéraires de randonnée, les associations, les collectivités et le Conseil général ont concilié les principes et les objectifs fondateurs du développement durable. Je veux parler de la valorisation des ressources locales (paysages, patrimoine), de la concertation, du lien social, et enfin du volet économique, avec le poids croissant de la randonnée dans l'activité touristique.

Ce phénomène est-il bien pris en compte par les acteurs du tourisme ?

On en revient à une problématique qui concerne l'ensemble de l'activité touristique. En clair, il reste des efforts à faire, notamment en termes de professionnalisation – et donc de qualité – de l'accueil, et en matière d'hébergement, un secteur qui doit poursuivre son adaptation aux attentes des touristes. La politique de développement touristique du Conseil général et les initiatives prises par les professionnels et les collectivités vont dans ce sens. On peut évoquer le travail effectué par le Comité Départemental du Tourisme (CDT), dont les séjours-rando sont devenus des "produits-phares", le beau succès des guides de découverte édités

par le Conseil général, en partenariat avec les pays touristiques, la convention entre le CDT et le Comité de randonnée pour fédérer et promouvoir des hébergements "rando", ou encore le travail que nous effectuons avec l'Association Bretagne Randonnée Itinéraires.

Qui sont les touristes randonneurs ?

Ce sont ces centaines de milliers de français et d'Européens qui chaque année viennent séjourner en Côtes d'Armor, mais c'est aussi vous et moi. Le terme "touriste" est en fait dépassé parce qu'associé à la seule période d'été et à des vacanciers venus de loin. Or, le "tourisme de proximité", notamment avec la réduction du temps de travail, est en plein essor et se pratique toute l'année. Les Costarmoricains sont dans le trio de tête des départements pour la pratique de la randonnée. Ils aiment, l'espace d'une journée ou d'un après-midi, partir, pas trop loin de chez eux, à la redécouverte de leurs territoires, de leur patrimoine, de leurs racines. En définitive tout comme il n'y a pas de marcheur type, il n'y a pas de touriste type. Aussi, c'est en prenant bien en compte cette diversité des publics de marcheurs que le Conseil général développe activement, avec tous les acteurs concernés, une politique de promotion de la randonnée et des loisirs de pleine nature. ■

DÉCENTRALISATION ET PERSONNELS TOS DANS LES COLLÈGES Concertation avec les chefs d'établissements

L'étiquette un peu barbare de "personnelsTOS" recouvre une réalité humaine et sociale dont on mésestime parfois l'importance. Les personnels techniques, ouvriers et d'entretien (TOS) de nos collèges publics – ils sont environ 450 – y assurent au quotidien des missions d'accueil, d'entretien et de restauration, au service de la communauté éducative, collégiens et enseignants. Les nouvelles lois de transferts de compétences prévoient que ces agents, aujourd'hui employés par l'État, passent sous la responsabilité des Conseils généraux à compter de la rentrée 2006. Fin mars, Claudy Lebreton, président du Conseil général et Michel Lesage, Premier vice-président en charge de l'Éducation, réunissaient au Conseil général les Principaux et les Gestionnaires des collèges, en présence de Michel le Bohec inspecteur d'Académie. But de cette réunion : examiner ensemble les conditions dans lesquelles les missions des TOS s'exerceront dans un proche l'avenir. Pour y réfléchir, un comité de pilotage sera installé associant tous les partenaires concernés. Cette réunion aura été également l'occasion pour les élus départementaux d'affirmer leur volonté d'aller prochainement à la rencontre des personnels concernés.

Préalable important : Claudy Lebreton a décidé, après avoir sollicité l'avis de la Commission Permanente du Conseil général, de ne pas signer avec l'État les conventions provisoires de transferts des personnels au Département (TOS, agents de la DDE et de la DDASS), considérant que *"des questions trop nombreuses demeurent sans réponse, notamment sur une évaluation précise des effectifs concernés, des conditions d'exercice des missions qui leur sont confiées et sur l'avenir des personnels en situation de précarité"*.



Les Principaux et les Gestionnaires des 48 collèges publics, reçus au Conseil général.

LES DÉFIS DU NET Aventuriers du savoir

Les élèves du collège Paul Le Flem à Pleumeur-Bodou ont remporté les Défis du Net en Côtes d'Armor. Armés d'un clavier et d'une souris, ils ont su se débrouiller dans cette jungle de connaissance qu'est l'Internet...

Ce concours se veut certes ludique, mais avant tout pédagogique. Il s'agit de développer la connaissance, en répondant aux questions de culture générale, mais aussi d'aboutir à une meilleure maîtrise de l'outil, avec la recherche et la sélection d'informations sur la toile en temps limité. En mai, les lauréats partent en expédition à Paris, bien déterminés à remporter la finale nationale.



SERVICES AUX COSTARMORICAINS Le CLIC de Paimpol ouvre ses portes



Les CLIC, Centres Locaux d'Information et de Coordination, sont des structures offrant, en un même lieu, toutes les informations utiles concernant les prestations aux personnes âgées. Mis en place à l'initiative du Conseil général, ils sont au nombre de neuf, couvrant l'ensemble du territoire départemental. Le CLIC de Paimpol a pris possession de ses nouveaux locaux, place Gambetta, inaugurés le 31 mars par Jean-Jacques Bizien, vice-président du Conseil général en charge des Solidarités.

LA DÉMARCHE QUALITÉ

Offices de tourisme : des plus pour les usagers



Les offices de tourisme ont entamé une démarche qualité. Professionnalisation, qualité d'accueil et meilleure communication sont à l'ordre du jour.



bitant est un touriste. L'opération "soyez touriste dans votre ville" à Lannion en est un exemple. Il est important de connaître ce que l'on a à sa porte. Sa ville, il faut la regarder. Cela donne des ouvertures".

LE GESTE QUI FIDÉLISE

L'accueil est un métier. "Les employés ne peuvent se contenter de proposer des listes d'hôtels, de restaurants ou de

sites à visiter. Chaque visiteur est important. Ils doivent l'aider à préciser sa recherche".

À ce titre, la mise en réseau informatique des offices a été positive comme la formation des personnels.

"Parallèlement, nous avons réfléchi aux petites attentions qui pourraient être appréciées. C'est ainsi que nous avons eu l'idée d'associer un partenaire, en l'occurrence L'eau de Plancoët. Les offices seront donc tous équipés de bonbonnes d'eau".

Par essence, le touriste est zappeur. "C'est à nous de déclencher chez lui l'envie de découvrir et donc d'être consommateur de produits. En fait, nous avons beaucoup d'autres idées, en direction du public présentant des déficiences. Former nos employés au langage simplifié des signes, adapter nos locaux pour un meilleur accès, proposer des services sur ordinateur pour les mal entendants.

Et pourquoi pas proposer des produits clés en main?" ■

La nouvelle Présidente des Offices de tourisme et syndicats d'initiative, Michelle Le Brozec, a repris le flambeau de la démarche qualité initiée par Simone Rouxel, précédente présidente de la Fédération départementale des OTSI. Les offices de tourisme des Côtes d'Armor accueillent plus d'un million de visiteurs par an, dans 45 établissements avec 80 salariés.

Cet objectif de qualité contractualisé fait du département des Côtes d'Armor un précurseur. Généralement, quand on pense tourisme, les mots vacances, bord de mer viennent à l'esprit.

Or, pour Michelle Le Brozec, cette image ne correspond pas à la réalité. "Chacun est concerné par le tourisme, chaque habitant, chaque passant, chaque commerçant est un relais, un ambassadeur de l'office du tourisme".

Certaines structures donnent le programme de cinéma, des adresses de chambres pour étudiants. "À un moment donné, chaque ha-



HORS-SÉRIE N°3

Au pays de la mer

En 96 pages, ce hors-série du magazine Côtes d'Armor vous propose un panorama complet de notre histoire maritime et des grands projets qui se dessinent et prennent forme aujourd'hui, illustrant les nouvelles ambitions maritimes des Côtes d'Armor. L'histoire, vous la revivrez à travers de nombreux témoignages sur la "Grande pêche" (terre-neuvas, islandais), la navigation de commerce, les derniers gardiens de phare et ces historiens qui dressent aujourd'hui avec minutie et amour l'inventaire complet de notre patrimoine maritime. Le présent, c'est une pêche florissante, le nouveau port de commerce du Légué qui affiche ses ambitions européennes, l'essor de la plaisance...

Disponible sur demande au Conseil général

Direction de la Communication

Place du Général de Gaulle | 22 000 st-Brieuc

02 96 62 62 16

BRETAGNE-MAGAZINE

Des lieux à redécouvrir



On croit parfois bien connaître sa région, ses beautés naturelles, son patrimoine, ses traditions. La lecture du dernier Bretagne Magazine, numéro thématique consacré aux Côtes d'Armor est une leçon d'humilité.

L'estuaire du Trieux, le gouffre de Plougrescant, les oiseaux d'Yffiniac, le chaos du Gouët, Sable-d'Or-les-Pins, la Rance, Cavan et son "sentier des sons", le mont Bel-Air... vingt cinq sites présentés de façon originale, voire inédite, grâce à un remarquable travail photographique et des textes habités de passion. Une invitation à retourner sur ses pas, pour mieux regarder ce qu'on croyait avoir "déjà vu". C'est bien là toute la magie de nos Côtes d'Armor. **En kiosques et maisons de la presse.**



VO-PRODUCTION

La jeune "web-tv" affirme sa vocation nationale

De sa passion pour le développement local et le monde rural, Olivier Hamon a fait son métier, en créant VO-Production à Dolo, au cœur du Mené.

Si, après un début de carrière prometteur dans l'internet, ce merrignacais d'origine a décidé de réaliser son projet à Dolo, c'est parce que, dit-il, "ça me semblait plus cohérent de m'installer en milieu rural pour parler du monde rural, et puis il y a eu l'accueil en Côtes d'Armor, à la fois chaleureux et très pro".

VO, qu'est ce que c'est au juste?⁽¹⁾ "D'abord, je produis les émissions costarmoricaines de la chaîne Demain, la chaîne nationale de l'initiative locale et de l'emploi, partenaire du Conseil général: trois fois 26 minutes chaque mois. Parallèlement, je produis des documentaires télé avec mon frère Michaël, réalisateur. Nous sommes en train de boucler le projet d'un 52 minutes (top secret). Enfin, j'anime et je développe surlaplace.tv, un site internet qui est en fait une web-tv". La web-tv, c'est sans doute le cœur du métier – et le projet le plus ambitieux – d'Olivier. Pour parler simple, c'est de la télévision interactive sur le net. Exemples: la retransmission en direct du congrès national Campagnes en Mouvement, en décembre dernier depuis Saint-Brieuc; un débat sur l'éco-construction diffusé sur le web

avec intervention directe des internautes, ou encore la retransmission simultanée, sur 80 sites internet départementaux, des dernières Assises Nationales des Conseillers Généraux. "On parle beaucoup de la TNT aujourd'hui. Moi, je reste persuadé que dans 10 ans, la télévision aura trouvé sa vraie place sur le web. Surlaplace.tv n'est pas une télévision locale, nous sommes sur la "toile", la France entière peut se connecter. La vocation de surlaplace.tv, c'est d'être un média national et interactif, un véritable forum télévisé dédié à la vie rurale. Nous sommes d'ailleurs partenaires de Village-magazine, le premier titre national de presse écrite consacré à cette thématique. Enfin, nous sommes la seule web-tv à disposer d'un équipement de diffusion par satellite mobile et autonome. On peut aller partout et produire du direct".

www.surlaplace.tv
Courriel: contact@surlaplace.tv
Tél. 06 24 78 86 89

(1) VO-Production a bénéficié de l'aide de la commune de Dolo (pour les locaux), de la communauté de Communes Arguenon-Hunaudaye, du Conseil général et de la plateforme Rance Initiatives.

TAIS, Techniques et activités de l'image et du son, est une licence professionnelle qui associe métiers de l'audiovisuel et de l'internet. Une formation proposée à l'Université de Saint-Brieuc qui allie compétence culturelle et technologique.



AUDIOVISUEL, NUMÉRIQUE, INTERNET

Une nouvelle licence sur Saint-Brieuc

Pour sa première année de fonctionnement, cette licence qui fait partie du Campus numérique CIAN (Convergence internet audiovisuel numérique) compte déjà 39 étudiants, dont 21 sur le site de Saint-Brieuc et 18 en enseignement à distance.

Après deux semestres comprenant dix unités d'enseignement, les étudiants peuvent acquérir la maîtrise de techniques (tournage, cadrage, prise de son, montage, intégration multimédia) et approcher le contexte théorique et culturel (acoustique, analyse filmique, principe de numérisation, management de projet, droit de l'audiovisuel). La formation se termine par un stage de 12 semaines en entreprise.

Les débouchés possibles: chef de projet audiovisuel numérique, opérateur Web TV, intégrateur multimédia spécialisé dans l'audiovisuel, assistant en post-production numérique, etc.

UNE LICENCE POUR LES MÉTIERS DE DEMAIN

L'université de Rennes II est la première à avoir lancé cette licence. Saint-Brieuc, campus à taille humaine, a été choisi pour l'accueillir. Jean-Marc Loisl est en le coordinateur. "C'est l'équipe du CREA (Centre de

ressources audiovisuelles) de l'Université de Rennes II qui en a conçu les modules. Pas moins de 30 intervenants se succèdent pour former les candidats. De nombreux cours sont filmés et peuvent être suivis à distance. Tous les documents sont disponibles sur l'internet. Parmi les étudiants présents, un salarié de la MJC du Plateau est en formation continue". Radio France est partenaire ainsi que des universités, comme celles de Nancy ou encore Toulon.

"Pour intégrer cette année, les candidats ont généralement suivi une formation diplômante de deux années, type BTS audiovisuel ou arts du spectacle ou bien dans des filières scientifiques, artistiques ou de communication. Ils sont ensuite sélectionnés sur dossier et reçus en entretien".

RENSEIGNEMENTS PÉDAGOGIQUES

Campus Mazier, Jean-Marc Loisl,
coordinateur – Tél. 02 96 60 43 14
Mél: jean-marc.loisl@uhb.fr
Demande de dossier sur
<http://www.uhb.fr/cian>
à déposer avant le 4 mai 2005

4^e SALON DE L'AGRICULTURE DES CÔTES D'ARMOR

Sous le signe de l'alimentation et de la famille

Les 28 et 29 mai, rendez-vous à Brézillet pour la 4^e édition de Terralies, sur le thème du "mieux manger".

Les organisateurs attendent cette année plus de 30 000 visiteurs pour cette 4^e édition d'un salon qui, malgré sa jeunesse, semble s'ancrer dans les habitudes des Costarmoricains et répondre ainsi à la démarche qui a présidé à sa création: renforcer le dialogue entre le monde agricole et les autres citoyens.

Des centaines d'animaux, la ferme découverte, la ferme des enfants, l'espace nature, le chenil... seront les pôles vivants et animés consacrés à la découverte de la vie agricole au quotidien. Sur le thème du "mieux manger", un large espace sera consacré à la dégustation et la vente directe de produits, grâce notamment aux membres du réseau "Bienvenue à la Ferme". À voir également, une remarquable exposition présentée par le collectif de photographes "Les yeux de la terre", sur les jeunes agriculteurs d'Europe centrale. Enfin, le Conseil général, partenaire de Terralies, vous attend sur un espace entièrement dédié à la famille et à la ruralité, dans le cadre de "l'Esprit de Familles 2005".

28-29 mai, de 9h à 19h. Parc des expositions de St-Brieuc/Brézillet.

Entrée: 5€ (gratuit moins de 13 ans et personnes handicapées). www.terralies.com





LE CLIC DE LANNION

Une association, des ateliers, un réseau de bénévoles

Cas à part dans le paysage des Clic costarmoricains, le centre local d'information et de coordination de Lannion est une structure associative. Né en 1999 sous l'impulsion du réseau gérontologique de l'hôpital, il a été labellisé par le Conseil général en 2002.

A l'origine du projet avec le médecin gériatre du centre hospitalier, Danièle Venet est l'animatrice de cette structure de coordination. *“Avec le gériatre de l'hôpital, il y a dix ans, nous avons fait le constat qu'il manquait un guichet unique pour tous les problèmes concernant les personnes âgées. La circulaire Aubry nous a sauvés. Elle correspondait exactement à la réflexion que nous menions. On compte 7000 personnes de plus de 75 ans sur les quatre cantons dont nous avons la charge, de Loguivy-Plougras à Perros-Guirec”.*

Trois permanentes, dont une à mi-temps, s'activent au Clic. Les locaux, installés Anse de Viarmes, près de la poste, sont agréables et très appropriés. L'hôpital met à disposition une diététicienne et un ergothérapeute quelques heures par semaine. Toutefois, Danièle Venet doit chercher des financements pour

les services “plus” offerts aux usagers. *“Et la cheville ouvrière du Clic est constituée d'une équipe de douze bénévoles de tous âges qui “visitent” les personnes âgées à domicile”.*

CASSER L'ISOLEMENT DES PERSONNES ÂGÉES

Sur place, des ateliers de prévention sont proposés: sophrologie, taï chi chuan, diététique, et aussi travail sur l'équilibre, la mémoire et les sens (senteur et goût). *“Ces ateliers se terminent toujours par un moment convivial. Et les visites de bénévoles aux personnes sont primordiales; elles contribuent à casser leur isolement, leur repli sur elles-mêmes et aussi les clivages d'âge et de classe sociale. Nous essayons de trouver un bénévole et une personne avec un intérêt commun pour une même activité. Le Clic met en relation les unes et les autres et réunit régulièrement les “visiteurs””.*

Le centre est agréé comme organisme de formation, notamment dans le domaine des techniques de relaxation et de toucher relationnel.



“Etoffer le réseau de bénévoles est un de nos objectifs. Pour cela, j'ai même alerté les établissements scolaires. Nous avons acquis une certaine expérience et sommes de ce fait très sollicitées, parfois pour des conférences ou par d'autres professionnels moins rôdés”.

Autre moment important dans la vie du Clic, le café rencontre mensuel qui connaît un vrai succès. Animé par Marie Lachant, une psychologue et des bénévoles, il est un moment privilégié de rencontre des personnes âgées et de leurs aidants. Le 21 juin, la Fête de la musique y sera à l'honneur tout l'après-midi.

Renée est une habituée: *“les ateliers mémoire sont d'abord deux heures de convivialité pour employer le mot à la mode; le contact amical avec les différents participants et bien sûr le sourire accueillant de notre hôtesse qui nous met à l'aise et a l'air de s'occuper de nous avec un réel plaisir. Ensuite, il y a le désir commun d'apprendre avec le besoin de retenir par la suite. Il y a la possibilité de mesurer ses facultés et ses limites, avec pour moi un peu de stress dès que l'on parle histoire ou géographie. Les ateliers mémoire m'obligent à une gymnastique mentale que je n'aurais pas faite seule”.*

Danièle Venet considère que notre société occulte la vieillesse. *“Nous luttons contre la désinsertion sociale de la personne âgée par des actions individuelles et collectives préventives. Et surtout nous œuvrons au changement du regard sur le vieillissement”.*

CLIC

Centre Local d'Information et de Coordination

CONTACT

4, rue de Viarmes | Lannion
Tél. 02 96 46 22 10
<http://clictregor.net>

La relève des sonneurs

Du 5 au 8 mai, Glomel accueille le 17^e festival international de clarinette populaire. Retour sur les débuts d'un événement qui a marqué la renaissance d'un instrument longtemps oublié.

MUSIQUES D'ICI ET D'AILLEURS



ENSEMBLE

Avant la Seconde Guerre Mondiale, le musicien était dans les petites villes un personnage aussi important que le maire ou le curé. Il accompagnait les moments forts de la vie : baptêmes, mariages, fêtes. Dans la région de Glomel, la clarinette était un instrument très populaire. C'est elle qui, traversant les campagnes, menait les noces et allait chercher la mariée. Mais, au milieu du siècle dernier, la treujenn-gaol (son nom breton) est remplacée par le saxophone, introduit dans les villages par les jeunes gens de retour de l'armée qui ont découvert cet instrument au sein des fanfares. Les bals à papa boudent alors la clarinette. À la fin des années 80, une dizaine de passionnés décide de remettre l'instrument délaissé au goût du jour. "Nous

avons expliqué notre démarche, ils ont repris leurs instruments. À la "montagne" plantation d'un cirque musical dans le bourg. Du 5 au 8 mai prochain, les deux communes accueillent des clarinettes venues de Palestine, du Bénin ou d'Éthiopie. Mais aussi un duo d'inspiration klezmer, musique jouée par les juifs de la diaspora. Et, comme chaque année, le dimanche sera réservé à deux concours. Le premier pour les sonneurs de couple et le deuxième pour une prestation clarinette et autre instrument, au choix, avec répertoire libre. Quasiment en voie de disparition dans les années 50, la clarinette est désormais bien vivante en Centre-Bretagne : "la relève des sonneurs voit le jour. Et l'instrument a également trouvé sa place au sein des bagadou et dans diverses formations musicales". Une renaissance que l'association a construit jour après jour, en organisant, en marge du festival, expos, éditions sonores, stages et cartes blanches à des musiciens. ■

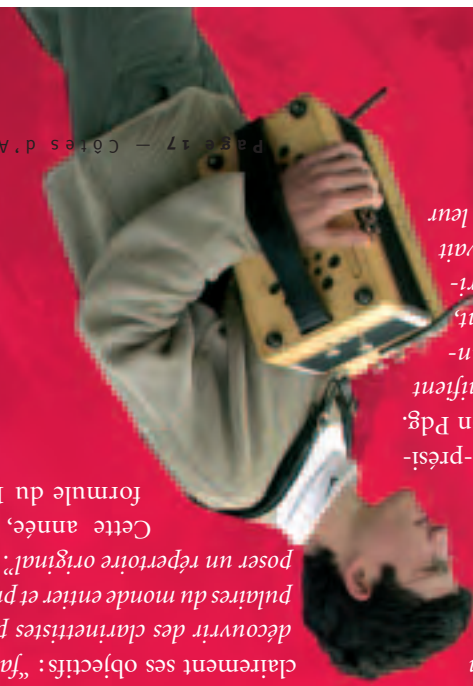
Maltrieu, actuel vice-président de l'association Pdg. Ces trois lettres signifient paotred an dreujenn-gaol : littéralement "les gars de la clarinette". La plupart avait arrêté. Quand nous leur

LA CLARINETTE EST DÉSORMAIS BIEN VIVANTE EN CENTRE-BRETAGNE
Sur sa lancée, l'association décide, en 1989, d'organiser une manifestation consacrée à la clarinette populaire, d'ici et d'ailleurs. La fête trouve immédiatement son public. Des la seconde année, le festival s'organise uniquement sur deux communes : Poullaouen (dans le Finistère) et Glomel. L'association définit clairement ses objectifs : "faire découvrir des clarinettes populaires du monde entier et proposer un répertoire original". Cette année, la formule du 17^e

LE 5 MAI À POULLAOUEN ET DU 6 AU 8 MAI À GLOMEL. 17^E FESTIVAL INTERNATIONAL DE CLARINETTE POPULAIRE,

Avec "Pêcheurs de perles (trio irakien, palestinien et français), Eyo'nie (Béni), Sébastien texier Quartet (jazz, France), Akilou Zewde (Éthiopie), Trellu (Piémont, Italie), le duo Yomguilh-Cuniot (inspiration klezmer) et des groupes, sonneurs et chanteurs de Bretagne. Nombreuses animations gratuites. Tél. 02 96 29 88 71

Plus d'informations sur paotred@wanadoo.fr et/ou sur le site internet : www.clarinette-populaire.org.





LA CHÈZE Un canton discret mais dynamique

Niché entre les cantons de Loudéac et Merdrignac, le canton de La Chèze est réputé pour son Musée régional des métiers, ses Assemblées gallèses et ses pardons. L'activité se partage entre culture, sport, tourisme et économie. Ici, pas de sensationnel. Tout se fait dans la retenue.

Jean-Yves Botherel
conseiller général



Parcouru par une belle rivière, le Lié, connue des pratiquants de canoë ou de pêche, le canton de Jean-Yves Botherel compte près de 9 000 habitants. Il offre à la fois des paysages de bocage et de grandes parcelles agricoles. *“En majorité, les exploitations sont plutôt grandes”*. Pour Jean-Yves Botherel, conseiller général depuis 1992, unir ses moyens a un sens. *“Pour pouvoir mieux réaliser nos projets, nous avons été les premiers dans le département à mettre en place les pays d'accueil puis la taxe professionnelle unique avec le Cidéral, la communauté de communes. Par contre, la non réalisation de la RN 164 en 2 x 2 voies nous pénalise car tous les flux de circulation sont envoyés sur Loudéac”*. Du château fort de la Chèze jadis habité par la famille de Rohan, il ne reste qu'une tour, la destruction du château ayant été ordonnée par Richelieu. *“Nous attendons son inscription aux monuments historiques car nous avons un projet de parc paysager dans les cartons. En 1991, la commune de la Chèze a ga-*

gné le prix départemental des villages fleuris”. Un bel ensemble avec le Musée régional des métiers lancé par l'ancien conseiller général, Théodore Angoujard, idée soutenue par la Chambre de métiers. Depuis 1981, le musée est hébergé dans la tannerie fermée en 1930. Y sont présentées d'anciennes professions, outillage et démonstrations vivantes parfois à l'appui : ardoisier, bourrelier, charron, cordonnier, forgeron, maréchal-ferrant, menuisier, sabotier, typographe. Une forge a été reconstituée. La “bûcheuse” avec laquelle on façonnait les sabots est là aussi. La Chèze a d'ailleurs toujours son sabotier. Jusqu'en 1950, les artisans puisaient le bois nécessaire à leur activité dans la forêt de Coëtlogon. Le musée abrite également la presse typographique qui servit à imprimer l'hebdomadaire de Loudéac, le *Courrier* indépendant. Une institutrice est venue avec sa classe de la banlieue

Unir les moyens, pour être efficace

lilloise passer une semaine en Côtes d'Armor en mars. La visite du musée servira de base pédagogique à un travail de plus longue haleine des élèves.

Ici, la culture a de multiples visages. En juillet, elle est festive avec les Assemblées gallèses de La Chèze et de Plumieux. Ce festival d'été consacré à la culture traditionnelle du Pays gallo – musique, chant, danse, conte, théâtre – est le seul consacré à la culture bretonne d'expression gallèse.

AVEC LE TEMPS, LE CANTON SE DÉVOILE

Plus inattendue, la notoriété de la batterie fanfare de Plémet. À 76 ans, Alfred Blanchard en est le doyen. Le plus jeune musicien a 9 ans. La fanfare fut championne de France dans la catégorie “parade de rue” l'an dernier à Vannes et en 1999 à Dinan. Le plus beau souvenir de Stéphanie Delourme, l'actuelle présidente, c'est le voyage en Hollande en septembre 2004 où se déroulait le championnat d'Europe.

Ça fourmille dans tous les domaines d'activités

À Plémet, on aime les échanges. Une classe du village d'El Hamma en Tunisie a passé dix jours de mars avec des CM1/CM2 de l'école publique. L'année prochaine, les petits Bretons iront en Tunisie. Pour leur sixième rencontre, les enfants ont prévu d'écrire un journal sur le thème de la maison. Un architecte les aidera à réaliser des maquettes.

Aux Forges du Vaublanc, on assiste à un retour dans le passé. Ce site sidérurgique exceptionnel, qui comptait parmi les cent premiers de France, bénéficiait de la présence de minerai de fer à proximité. Logis du

Au CAT de Plémet



Carrières de pierre de Saint-Lubin

maître des forges, maisons des ouvriers, halle au charbon sont intacts.

Toujours à Plémet, le sanatorium du Château de Bodiffé a été transformé en centre de rééducation et réadaptation fonctionnelles. De Saint-Barnabé, il faut retenir les “traces pédagogiques” laissées par Mathurin Boscher. Cet instituteur a mis au point une technique d'apprentissage de la lecture. Sa méthode syllabique des années 1950 rivalise toujours avec la méthode dite globale.

À Saint-Etienne-du-gué-de-l'Isle, le Conseil général a aidé au maintien d'un commerce en zone rurale, l'Orée du bois. Au lieu-dit le Gas de Bois, Jacques Moisan travaille le sycamore, le palissandre et la loupe d'orme dans son atelier de marqueterie. Il a participé à “Insolites monde d'artistes”.

Deux églises se font face à Querrien. L'architecture très moderne du nouvel édifice, inauguré en 2000 par Monseigneur Lustiger, associe verre et bois.

Chaque année donne lieu à des pardons dont les plus importants ont lieu le 15 août et le 11 septembre. Le pardon de Querrien est appelé le petit Lourdes breton.

La Prénessay est connue également pour ses marnots, des pipes traditionnelles en terre qui rappellent les pipes en écume de mer.

Peu de gens connaissent les activités de l'EPMS de Belna dirigé par Jean-Louis Gautier. *“L'Etablissement public médico-social de Plémet gère plusieurs structures : le Centre d'aide par le travail, le foyer pour adultes handicapés, le service d'accompagnement à la vie sociale qui suit les handicapés,*

l'atelier protégé et l'Institut médico-éducatif de Bel Air qui héberge 75 adolescents. On y développe l'entretien des espaces verts, le repassage pour les particuliers, l'imprimerie, la réparation de palettes et les articles de pêche pour la société Ragot”. Outre le réseau artisanal qui irrigue le canton, quelques entreprises importantes. Dans la zone



Les briques isolantes de BNZ

artisanale du Ridor à Plémet, CME. Couédic Madoré Equipement est leader dans le domaine des équipements pour abattoirs et unités de découpe de viande. Chez Vapran, on traite les produits sanguins et BNZ, dont le patron est d'origine hollandaise fait des briques isolantes réfractaires. Il faut aussi citer les carrières de pierre de Saint-Lubin qui génèrent un intense trafic de camions.

Si le sigle VFIL n'évoque rien pour vous, les randonneurs à pied, à cheval ou à VTT savent qu'un parcours de 111 kilomètres emprunte la voie ferrée Carhaix à St Méen-le-Grand. Le Conseil général l'a réhabilitée en chemin de randonnée découpé en 9 tronçons. Selon vos envies et votre forme, 24 circuits vélo vous attendent. Des “hébergeurs” proposent des services très utiles, local sécurisé, kit de réparation, transport de bagages, panier pique-nique.



Les assemblées gallèses

INFORMATIONS

Demandez le guide “Balades à vélo sur les traces du petit train en Centre Bretagne” (2,30 €)
Pays touristique et Office de tourisme du Centre Bretagne Tél. 02 96 28 25 17
Musée régional des métiers
Tél. 02 96 26 63 16

Bien plus qu'un simple relais

Dans le cadre de sa mission d'aide sociale à l'enfance, le Conseil général travaille beaucoup avec l'Envol, une association éducative briochine. L'Envol prend en charge, temporairement, des jeunes marginalisés ou confrontés à des problèmes familiaux. Sa mission : les accompagner vers l'autonomie.

Enfants déscolarisés, sans repères, en rupture de dialogue : autant de situations douloureuses, souvent tragiques à l'échelle individuelle et familiale, que l'Envol tente de démêler, jour après jour. Educateurs spécialisés et psychologues accueillent ce public fragilisé, au sein d'une structure qui regroupe sur le territoire de la Cabri, plusieurs petites unités d'accueil. L'association éducative L'envol est la descendante laïque de la Maison d'enfants Saint-Vincent-de-Paul, créée en 1804 par les sœurs des Filles de la charité : un lieu destiné, dans un premier temps, à accueillir des jeunes filles sans ressources pour les former à un métier. L'envol, association créée en 1980 et subventionnée par le Conseil général, a repris la gestion des Filles de la charité, en l'adaptant à l'évolution de la société. Aujourd'hui, elle peut accueillir 80 jeunes, âgés de 6 à 21 ans, dans l'un de ses sept sites. L'internat est réparti sur quatre maisons qui hébergent chacune une dizaine d'adolescents. L'époque des grands internats – construits sur le modèle carcéral – est révolue. L'accompagnement, pour être efficace, doit se faire au cas par cas, dans la singularité de chaque histoire.

La vie en groupe permet de nouvelles expériences, camps, activités diverses, avec des éducateurs.

DES ADULTES À L'ÉCOUTE, C'EST PARFOIS SUFFISANT POUR DÉPLOYER SES AILES.

Pour répondre à une détresse de plus en plus grande. *"Aujourd'hui, les jeunes sont plus démunis, constate Philippe Stride, directeur de l'association. C'est la conséquence d'une société de moins en moins sécurisante, où la solidarité est beaucoup moins marquée. Les jeunes qui font un bout de chemin avec nous arrivent avec une image d'eux-mêmes et de l'environnement déformée."*

À leur majorité, le Relais peut encore les accompagner quelques mois afin de leur permettre de finaliser leur projet d'insertion sociale. Ils sont alors logés individuellement. L'Envol répond à la mission d'aide sociale à l'enfance du conseil général. Elle est amenée à prendre en charge des jeunes dont l'éducation est en danger, orientés suite à une décision du juge des enfants. Dans d'autres cas, ce sont des parents en difficulté, qui font appel aux services de la direction de la solidarité départe-

mentale. *"Au début du placement, les parents culpabilisent",* reconnaît Philippe Stride, *"mais quand les choses vont mieux, ils le vivent comme une aide"*. D'autant plus que L'Envol veille à associer les parents à sa démarche éducative, en les conviant à des bilans et à des réunions.

L'association intervient également au sein des familles. On parle alors de placement éducatif à domicile : deux fois par semaine, une équipe travaille avec le jeune et sa famille. L'éducateur joue le rôle d'un médiateur, d'un conciliateur entre deux instances en conflit.

"Notre travail est difficile, nous accompagnons des êtres humains", confie Philippe Stride, *"et nos établissements sont régulièrement traversés par des questionnements. Mais les situations se dénouent souvent"*. Des outils en main, des adultes à l'écoute : c'est parfois suffisant pour déployer ses ailes. ■

L'envol gère les sites de Breiz-Avel, la Margelle, Ker-Nevez et le Relais à Saint-Briec. La Gentilhommière est à Ploufragan et l'Aparté (accueil en journée), à Plérin.

SIÈGE DE L'ASSOCIATION

3, place Saint-Pierre | 22 000 Saint-Briec
Tél. 02 96 33 04 56

LES VISITES CANTONALES SE POURSUIVENT

Plus près des réalités locales

Les visites cantonales sont, pour le président du Conseil général – accompagné de ses directeurs de services – l’occasion de faire le point avec les élus (maires, parlementaire, conseiller général) sur leurs projets, leurs préoccupations, leur appréciation des politiques menées par le Département. L’objectif : mesurer sur le terrain l’impact de ces politiques pour, le cas échéant, les adapter à l’évolution des réalités locales.



Une salle de traite à Langourla

COLLINÉE

Unir les forces et les moyens

Les six communes du canton, dont cinq ont des nouveaux maires depuis 2001, forment avec Plessala une communauté de communes, qui joue le rôle d’accélérateur de projets. La mono-industrie qu’est l’agroalimentaire a beau engendrer des peurs, elles sont souvent infondées. Si Kermené éternue, tout le canton ne s’enrhume pas. En effet, avec ses 2000 salariés, l’entreprise, florissante a atteint un seuil, redéployant certaines de ses activités dans d’autres communes.

Le canton possède d’indéniables atouts. Sa chance, c’est sa jeunesse, supérieure en nombre à la moyenne départementale et le gisement d’emplois potentiels autour des missions pour les personnes âgées.

L’augmentation des charges inquiète les maires car la population rurale exprime des besoins identiques à la population urbaine. L’entretien des routes et des églises, l’assainissement col-

lectif, le logement sont des gros postes de dépenses.

Toutefois, les élus savent que le Conseil général a la volonté de les soutenir pour les problèmes de voirie et dans le domaine du développement durable cher au Mené.

Attachés aux services publics, les élus s’interrogent sur leur maintien et celui des écoles, car la population baisse malgré l’arrivée des Anglais que beaucoup accusent d’avoir fait augmenter l’immobilier. Mais là encore l’intégration de ces nouveaux habitants peut se révéler une richesse.

Parmi les bonnes nouvelles, la départementalisation des services d’incendie désormais dans le giron du Conseil général. Sur un point, Monique Haméon, conseillère générale, Michel Fablet, président de la communauté de communes et les élus sont unanimes : le Mené doit rester un bassin de vie bien équipé. Et cela reste possible si l’on unit les moyens des collectivités. ■

LANVOLLON

Accompagner un territoire en mutation

Le Canton de Lanvallon compte 11 communes pour 6 600 habitants. Pression immobilière, circulation routière, couverture numérique, assainissement, éducation, services publics... autant de sujets sur lesquels les maires, Jean Le Floc’h, conseiller général, Thierry Burlot, président de la Communauté de Communes de Lanvallon-Plouha et Marie-Renée Oget, députée de Guingamp, se sont longuement exprimés ce 10 mars. Sujets en prise directe avec la nouvelle problématique de ce territoire qui, alors qu’il a perdu la moitié de ses agriculteurs en 10 ans, conforte aujourd’hui sa vocation résidentielle, avec l’installation d’un nombre croissant de nouveaux

foyers d’actifs. Le canton doit aujourd’hui relever plusieurs défis, notamment en termes de capacités d’accueil pour les personnes âgées – et ce, malgré l’ouverture du nouveau foyer-logement de Lanvallon – et de maintien des services publics (poste, éducation). Deux thèmes à propos desquels Claudy Lebreton a rappelé d’une part la mise en place cette année d’une nouvelle aide départementale à la modernisation et à l’extension des foyers-logements (pour compenser la raréfaction des prêts de l’État), d’autre part la mobilisation du Conseil général et de l’Association des Maires des Côtes d’Armor qui entendent faire des propositions communes pour le maintien de services publics dont, *“la réorganisation ne se fera pas sans l’accord des élus”* ■

Réunion de travail avec les élus à Lanvallon



LES GROUPES THÉRAPEUTIQUES MULTIFAMILIAUX

Un travail collectif pour un bénéfice personnel

Quel parent ne s'est senti désemparé, ne s'est posé des questions sur sa famille, son comportement et ses problèmes de communication ou d'autorité vis-à-vis de ses enfants? Etre parent n'est pas toujours simple et ne va pas de soi. En réunissant quelques familles pour partager doutes et soucis, les groupes thérapeutiques multifamiliaux apportent des pistes pour les résoudre.

Les groupes thérapeutiques multifamiliaux proposés par les circonscriptions de la solidarité départementale, adoptent une méthode déjà bien expérimentée au Canada. Ces groupes traduisent la volonté du Conseil général de développer la prévention et l'aide aux parents dans leur rôle. Au cours de séances collectives régulières d'écoute et de parole, en présence de personnes rodées aux thérapies de groupe, plusieurs familles entreprennent ensemble un travail sur elles-mêmes. Une démarche consciente et volontaire.

Observation d'une séance à la Circonscription de la solidarité départementale de Guingamp, un mardi de mars, 18 heures.

Trois familles sont présentes, dont deux mères élevant seules leurs enfants. Un grand-père accompagne sa fille et son petit fils. Un autre ménage est au complet. Les cinq enfants ont entre 2 et 12 ans. Trois animateurs, dont une

assistante sociale, un éducateur et une puéricultrice encadrent le groupe. Dans la salle aussi, une assistante sociale stagiaire à la caméra et une observatrice. En tout, une quinzaine de participants assis en rond dans une vaste pièce; au milieu, une petite table avec des jouets, des crayons et du papier. Les observatrices sont un peu en retrait et n'interviennent pas. Pour un bon déroulement, des règles sont posées d'entrée de jeu: physiques ou verbales, les violences ne sont pas tolérées, on écoute celui qui parle et on évite de quitter la salle pendant la durée de la séance. Les séances régulières ont lieu à raison de deux séances mensuelles d'une heure quinze.

UNE DÉMARCHÉ CONSCIENTE ET VOLONTAIRE

Les participants du groupe sont à l'heure. On se connaît déjà un peu, alors on se dit bonjour de manière cordiale. Très vite, les

enfants se retrouvent au centre du cercle pour dessiner. En revanche, les langues ne se délient pas tout de suite. Chaque personne présente est amenée ou invitée par les animateurs à s'exprimer devant les membres du groupe. Une intervenante, rappelle les engagements pris par un enfant: lister les petites tâches à prendre en charge pour aider à la maison.

La maman de Benjamin raconte les progrès de son fils pendant la quinzaine écoulée. Du coup, chacun a envie de raconter sa semaine passée. Les mots de Léa ont trouvé un écho chez le papa de Kevin. La maman de Gaëlle reste sur son quant-à-soi. À la fin de la séance, elle se lève pour calmer le garçon en pleurs. A-t-il ressenti les tensions? Pour les intervenants, chaque réplique, chaque comportement est une information

UN FORMATEUR VENU DU CANADA

Frédéric La Belle est directeur de l'Institut familial de Montréal. Il est formateur et superviseur en thérapie familiale systémique et en thérapie de groupe.

Il a formé des professionnels de la sphère médico-sociale dans le cadre de l'association Pégase Processus, centre de psychothérapie, de formation et de recherche basé à Saint-Brieuc depuis 1986 rue Jean Magloire d'Orange.

Il est l'un des premiers à avoir pratiqué la thérapie familiale systémique avec plusieurs familles, une formation désormais modélisée en Bretagne.

pertinente. Quand une personne évoque sa situation, cela a des effets dans le groupe. Les émotions remontent. Un père ou une mère en écoutant les autres. Chaque travailleur social, avec son regard différent, rebondit sur telle phrase ou telle situation. Les enfants, très présents, donnent leur point de vue.

UN ŒIL EXTÉRIEUR POUR DÉCODER SES PROBLÈMES

Claude le Breton a décidé de se former dès 1995. "J'étais volontaire. Animer des groupes m'a permis de passer de la théorie à l'intervention concrète. Cela complète le travail que j'exerce à domicile. Au fur et à mesure, je vois les individus, les familles aller mieux".

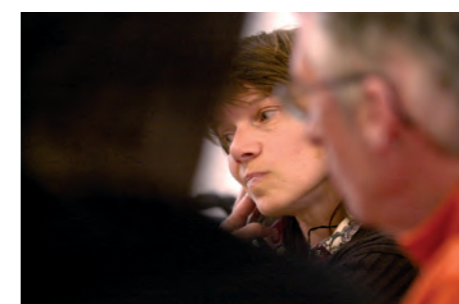
Le contexte est sécurisant, les personnes se rencontrant régulièrement et s'engageant sur la durée. Cela permet à chaque individu



La puéricultrice, l'assistante sociale, l'éducateur et une stagiaire préparent la séance.

de découvrir petit à petit d'autres comportements, d'autres compétences, de repérer ses malaises, d'identifier les raisons d'une crise. Un œil neuf sur sa propre situation et les solutions apparaissent lumineuses.

Ces heures passées en groupe apportent un complément aux entretiens individuels et au travail qui continue à la maison. En début et en fin de séance, les professionnels et les observateurs se réunissent pour mettre en commun leurs ressentis, leurs réactions, des informations.



Guylaine Riou, assistante sociale à la CSD de Guingamp, s'est formée aussi à cette approche et en est satisfaite. "Le travail est différent de celui que je peux mener en individuel dans le cadre de ma fonction d'assistante sociale. Je constate une évolution plus rapide au fil des séances en groupe. J'ai perçu des

progrès dans la communication entre les membres d'une même famille. L'intérêt aussi est d'être en présence de toute la famille. J'ai parfois noté des changements physiques, chez des gens renfermés par exemple qui devenaient plus ouverts et plus attentifs à eux-mêmes. Pour d'autres, c'est la séparation avec de grands enfants qui a été plus facile. Certains gagnent en confiance et arrivent à surmonter leurs émotions".

La réunion des équipes qui encadrent est l'occasion de confronter questions et expériences. Une action vraiment collective. ■

CONTACTS

Pour en savoir plus, contactez la Direction de la solidarité départementale au 02 96 62 63 97 ou appelez votre circonscription

Dinan	Loudéac
02 96 85 81 60	02 96 66 82 40
Guingamp	Paimpol
02 96 40 10 30	02 96 55 33 00
Lamballe	Rostrenen
02 96 50 10 30	02 96 57 44 00
Lannion	Saint-Brieuc
02 96 48 19 90	02 96 60 80 60
ou 02 96 46 67 20	ou 02 96 60 84 50
	ou 02 96 60 86 86



FRANÇOIS BUDET

Les ballades d'un artisan des mots

“Loguivy-de-la-Mer”, c’est l’histoire rarissime d’une chanson contemporaine passée dans le répertoire populaire breton. Une histoire qui a quelque peu occulté la carrière de son auteur, François Budet, qui partage depuis plus de 25 ans avec son public fidèle un univers poétique à la charge émotionnelle intacte.

En ce début d’après-midi pré-printanier, il souffle comme un vent de dégel sur la petite commune de Plaine-Haute. François Budet nous reçoit sur sa terre de naissance, où il a effectué son retour il y a près de 23 ans. C’est ici qu’il se sent le mieux. “Question d’équilibre à la fois physique et psychologique”, affirme-t-il. “Je ne me lasse pas de ce paysage, de ses roches et de ses bruits si singuliers, comme celui émis par la proximité, en contrebass, des chaos du Gouët.” Aussi, lorsque l’inspiration se fait trop attendre, il n’hésite pas à troquer la guitare pour son cheval et à partir, “à la fraîche”, le long des sentiers alentour. Une sinécure le métier de musicien, pourrait-on penser? Que nenni! S’il se sait privilégié car, estime-t-il, “j’ai la chance d’avoir fait de ma passion un métier qui, de surcroît, me laisse le temps de vivre”, il considère que cette liberté est acquise au prix de “risques très importants, dans un secteur où tout peut s’arrêter du jour au lendemain.”

Mais voilà, la soixantaine passée, et après huit albums et trois compilations, François Budet est toujours présent. Quel est donc le secret de cette longévité? Ses textes

et ses mélodies ont le don de toucher les gens. Là est l’explication. Ils ne parlent pas de politique mais transmettent des émotions. Et, contrairement aux idéologies, quoi de plus intemporel que les émotions? “On ne refait pas le monde au bistrot et encore moins avec une chanson, se plaît-il à dire, avant d’ajouter, citant l’un de ses anciens professeurs, que l’art ne doit pas être au service d’une idéologie, aussi belle qu’elle soit.”

BALLADES, CHANTS DE MER ET ACCENTS COUNTRY

Son métier, il l’a appris sur le tas. Une passion qui prendra forme au début des années 60 où il reprend ses grands inspirateurs parmi lesquels Hugues Auffray, Léo Ferré ou encore Brassens. Mais très vite, cherchant à transmettre des émotions plus personnelles, il décide d’écrire ses propres textes. “Je n’ai jamais planifié de devenir professionnel, explique-t-il. Je jouais avant tout pour les copains et, progressivement, ces derniers m’ont poussé à aller plus loin.” Le véritable tournant intervient en 1976. Alors qu’il travaille comme agent de développement dans la région de Collinée, il est “victime” d’un li-



cenciement économique. “Une aubaine, confie-t-il avec amusement! J’ai acheté du matériel et je me suis consacré à temps plein à la chanson pour finalement en faire mon métier.”

Ne demandez pas à François à quel genre appartient sa musique. “Vous voulez savoir dans quel tiroir la ranger?”, vous répondra-t-il, fustigeant cette manie de vouloir tout classer. En réalité, son répertoire comprend des chants de mer, des ballades et quelques chansons plus grinçantes, le tout servi par des rythmes dynamiques et des harmonies assez simples, dans un style proche de la musique country.

Le trac est toujours là

Le plaisir de la scène, il dit ne pouvoir s’en passer très longtemps. “C’est pour moi un besoin et, même après bientôt 30 ans de carrière, le trac est toujours présent car on sait bien que ce n’est jamais gagné d’avance.” Il compare volontiers cette tension avec celle qui peut habiter l’athlète avant le départ d’une course. Le bonheur est total lorsque, à l’instar du marathonien, il dit ressentir en chantant “comme une sorte d’euphorie, un second souffle diffusant ses vibrations dans le thorax.” Comme un vent de dégel? ■



ANNONCE DES COURSES DE CHEVAUX

Qu'on nous dise si l'on croit, les 14 et 15 juin 1807

LES COURSES DE CHEVAUX

A bride abattue

L'année 2005 est riche en anniversaires autour du cheval : bicentenaire de la société des courses de chevaux de Saint-Brieuc, centenaire de l'hippodrome de Corlay. Petit zoom arrière sur l'histoire des courses en Côtes d'Armor.

1805. L'empereur Napoléon a déjà entamé sa conquête de l'Europe. En août, paraît un décret : le pays a besoin de chevaux pour l'agriculture et pour son armée. Par tous les moyens, on encourage l'élevage. Les Côtes du Nord qui le pratiquent déjà sont ainsi officiellement désignées pour participer à améliorer la race chevaline. Avec la fin du XVIII^e siècle a commencé la vogue des courses hippiques en France. La Ville de Saint-

Brieuc dispose d'un grand espace de deux kilomètres de long sur les grèves de Cesson. À marée basse, le sol est sec et dur. Elles deviendront l'hippodrome marin des Briochins. Cesson l'inaugurera les 14 et 15 juin 1807 avec les premières courses de chevaux sur la plage. Le 14 juin à Cesson, neuf chevaux sont engagés dans la première course. Canaris est en tête. Il va gagner. Son propriétaire est originaire de Trédarzec. Le che-

val est monté par Claude Berthou de Pleubian. Berthou est vêtu à la manière des Bas-Bretons avec en guise d'éperons des clous fichés dans ses sabots. Il monte alors à dos nu et pour accroître l'ardeur de son cheval, il lui aurait même fait boire de l'eau de vie... N'a-t-il pas lui aussi trempé ses lèvres dedans ? L'histoire ne le dit pas mais l'amour des Bretons pour les courses et le cheval en général ne s'arrêtera plus.

La Préfecture organise les courses avec l'accord de la ville et du département. Vers 1811, elles seront l'occasion de grandes fêtes et les éleveurs fréquenteront assidûment la foire du Champ de Mars qui suit les épreuves. Mais le ministre de l'Intérieur déplore la domination de la race du "bidet breton". En effet, certains croisements s'effectuent sans contrôle, sans respect des lois génétiques, donnant lieu à une dégénérescence de la race. Avec le temps, il subira des améliorations.

LE BIDET BRETON, UNE RACE RÉSISTANTE

Il sera conçu par les éleveurs corlaysiens qui intelligemment croiseront le cheval local avec le Norfolk. En 1813, les courses, qui sont en plein déclin, seront même rétrogradées. D'autres y voient la conséquence de la crise de l'empire napoléonien et de l'augmentation des réquisitions "qu'exigent" les guerres qui n'en finissent pas. La politique de prestige et la réhabilitation des haras voulues par Napoléon n'a pas suffi à endiguer la raréfaction des chevaux. Les courses ne reprendront qu'en 1819. Mais cette fois les engagements sont limités. Seuls y ont accès les chevaux nés ou au moins élevés dans l'arrondissement nouvellement créé qui regroupe les cinq départements bretons. Du coup, le phénomène repart. De 1819 à 1832, ce sont parfois jusqu'à 68 chevaux qui courent.

La France, divisée en huit arrondissements de courses, fait de Saint-Brieuc le chef-lieu d'une circonscription de 9 départements, les cinq bretons plus le Maine et Loire, la Mayenne, les Deux-Sèvres et la Vendée. En 1828, pur-sang et demi-sang apparaissent à Saint-Brieuc. Le Conseil général de l'époque encourage leur élevage.



Beaucoup d'animaux sont issus des haras, notamment de Langonnet dans le Morbihan. Dans quelques années, le demi sang de Corlay, cheval de luxe, apte à la selle et à l'attelage léger, fera la richesse du Pays de Corlay.



casaque bleu... toque verte... brassard blanc...

CESSON, L'HIPPODROME MARIN

Les courses s'accompagnent de fêtes plus belles les unes que les autres. Des milliers de spectateurs assistent aux bals champêtres, aux feux d'artifice ou à l'ascension de ballons.

En 1838, de nouvelles sociétés voient le jour avec le Jockey Club suivi de la Société d'encouragement à l'élevage et la Société des courses de chevaux de Saint-Brieuc. C'est aussi à cette époque que les épreuves vont se diversifier: trot, barrières, steeple-chase côtoient les courses de vitesse.

Un engouement qui n'empêchera pas, vers 1843, de remettre de nouveau en question l'existence de l'hippodrome. On parle de le fermer. Et on trouve plein de bonnes raisons. Le terrain est devenu trop mou, il fatigue les tendons des bêtes, le froid du bord de mer nuit à la santé des animaux qui manquent d'espace pour l'entraînement. Sans parler des contraintes dues aux horaires des marées. C'est vrai que les chevaux terminent souvent la dernière course, les sabots dans l'eau. Aujourd'hui, on n'hésiterait pas à vanter les mérites de cette nouvelle thalassothérapie équine devenue presque ordinaire. Quelques aménagements font durer les courses jusqu'en 1848. Mais dans les années 1890, elles traversent une autre période difficile. Et ce n'est pas l'arrivée du PMU, en 1891, qui changera le cours de l'histoire.



Guy Perruchon, actuel président de la Société des courses, se souvient des années 1965 où il était alors le benjamin de l'équipe municipale. "Il fallait 12 jours à 20 salariés de la ville pour organiser les courses sur la grève entre le montage et le démontage. Quand Louis Marteil, Maire d'Yffiniac, nous a proposé un terrain en bordure du bois de Plédran, la Ville l'a tout de suite acheté. Le nouveau champ de courses a été inauguré en 1991, après une très longue gestation. Il aura fallu plus de 12 millions de francs pour sa construction et 300 000 m³ de terre pour remblayer l'espace. Ces terrains étaient de mauvaises terres agricoles. Les mairies d'Yffiniac, de Saint-Brieuc et 9 autres de

l'agglomération, le Conseil général, le Conseil régional, France galop et le Cheval français, deux sociétés qui gèrent les courses sur le plan national, ont mis la main au porte monnaie. La société a emprunté 7MF et a reçu des fonds européens. Nous avons commencé avec deux journées de courses. Nous en sommes désormais à onze aujourd'hui, dont deux réunions PMU retransmises sur la chaîne Equidia. Là, c'est toute la France qui parie et a les yeux rivés sur Saint-Brieuc. L'hippodrome possède trois pistes. Il est en première catégorie pour le trot et en deuxième pour le galop. La principale caractéristique de notre installation est qu'elle est entretenue par une équipe de 100 bénévoles".

100 bénévoles sur le terrain



casaque rouge... toque bleue... brassard noir...

Le cheval breton fait partie du patrimoine de la Bretagne, et à Corlay on disait encore il n'y a pas si longtemps: "le cheval est une passion que le jeune Corlaysien suce avec son lait". Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les foires vont se multiplier. Et la remonte militaire fait naître des espoirs chez les éleveurs. De plus, les éleveurs s'acharnent à améliorer la race en améliorant la qualité du sol par apport de chaux. Le site de Cartravers est mis à contribution. En parallèle, les Bretons se prennent de passion pour les courses de chevaux. C'est le cas à Corlay qui fête cette année le centième anniversaire de son hippodrome. Les courses jouent

un rôle dans l'amélioration des races mais par-dessus tout elles offrent un spectacle à des milliers de curieux.

CORLAY, UN DES PLUS BEAUX PARCOURS D'OBSTACLES EN FRANCE

Corlay fonde sa société des courses en 1842. Jusqu'en 1904 date à partir de laquelle il déménage, l'hippodrome est au village de Kergolio. On a souvent dit que les courses étaient un sport d'aristocrates. Pas à Corlay où les épreuves de la société des courses sont disputées par les chevaux du canton montés par des commis de ferme. Les couleurs arborées par les jockeys identifient d'ailleurs les propriétaires, Ernest le

Gloanec de Sainte-Tréphine, Albert Rivoallan du Haut-Corlay, Eugène le Chau de Canihuel, René Guillerme de Saint-Nicolas-du-Pélem. Les installations de Corlay sont à part dans le paysage des hippodromes français. Essentiellement du fait de leur allure britannique, selon les connaisseurs. Relief vallonné et champs cultivés procurent une originalité à ce parcours spécialisé en galop, steeple-chase et cross. Le Petit Paris - c'est dire si l'on n'hésite pas à venir de loin - est un des hippodromes les plus fréquentés de l'ouest et un des plus pittoresques de France. On l'a aussi appelé Petit Liverpool. Un hippodrome presque champêtre, très familial en tout cas, où l'on

vient autant pour le spectacle que pour les courses elles-mêmes. Cela se voit au montant des paris engagés sans doute moins conséquents qu'ailleurs. C'est la fête, quoi! Les jockeys n'y sont pas pour rien. Parmi eux, Fanchick est bien connu. Il a passé sa jeunesse près de Corlay où son père est éleveur de trotteurs. Une chute grave l'a laissé une nuit entière dans le coma. Tour à tour soigneur et entraîneur chez les propriétaires du coin comme Eugène le Chau, il finira sa carrière en beauté par une belle victoire au Petit Paris en 1946. Il a 66 ans et a pris le départ d'un 1 200 m sur Maritza, une jument qui appartient à Joseph le Denmat.



RENDEZ-VOUS POUR TROIS JOURS DE COURSES

Depuis dix ans, d'importants travaux ont été effectués : un restaurant panoramique avec la couverture d'une partie des tribunes, une piste de cross et l'amélioration des obstacles et, cette année, des boxes pour les chevaux. La vocation de l'hippodrome de Corlay est l'obstacle ; c'est un hippodrome très "physique". L'épreuve reine est le grand cross country qui se déroule sur un parcours de 5 600 m agrémenté de 24 obstacles, dont les trois-quarts sont visibles des tribunes.

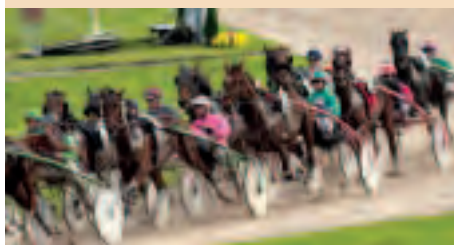
Mais l'hippodrome n'est qu'une partie d'un ensemble autour du cheval.

- La station des haras nationaux abrite 4 étalons pur sang et 3 étalons de trait breton.
- L'Equipole permet le dressage et l'entraînement des chevaux de courses au quotidien.
- La Maison du cheval, musée ouvert du 15 juin au 15 septembre, est une idée de la commune et de l'association "les Amis du cheval". Elle a trouvé sa place dans l'ancienne station des haras construite sur les ruines du château fort. Au rez-de-chaussée, une superbe collection de voitures hippomobiles.

Des équipements qui accueillent aussi un concours d'attelage et le concours complet d'équitation. Un spectacle magistral dans ce lieu exceptionnel où se pratiquent toutes les disciplines. ■

HIPPODROME DE LA BAIE DE SAINT-BRIEUC 5 JUNI 2005

10 h	Visite guidée des coulisses de l'hippodrome
12 h	Buffet campagnard
14 h	3 trot, 2 steeple, 2 plat Animations permanentes : promenades à poney, orchestre, goûter
18 h 30	Spectacle équestre
20 h 30	Moules frites, chants marins



HIPPODROME DU PETIT PARIS CORLAY

Courses	9 juin, 3 et 14 juillet
Concours d'attelage et fête départementale de la chasse	le 24 juillet
Concours complet d'équitation	le 31 juillet



UN PEU D'HISTOIRE

C'est l'Angleterre qui la première a compris, très tôt, que les courses pouvaient être un élément d'une politique d'élevage. Elles deviennent une institution dès le début du XVII^e siècle. Quand les nobles ne participaient pas à des chasses à courre, ils se lançaient des défis. De ces défis aux courses, il n'y avait qu'un pas. C'est encore un lieutenant anglais qui a lancé les courses avec sulky en 1850. Richard Cœur de Lion (ça vous rappelle vos manuels d'histoire), en soutenant les races orientales, aurait institué sur la lande d'Epsom la toute première course dotée de 40 livres d'or, au XII^e siècle. La première loi réglant les courses date de 1512 et le Stud book, répertoire des généalogies toujours en vigueur, du XVI^e siècle. Le pur-sang anglais, race créée à partir de chevaux orientaux et de juments anglaises, a vu le jour au XVIII^e siècle. En France, sous Louis XVI, fut rédigé le premier règlement des courses. Il faut attendre 1776 pour qu'apparaisse le premier hippodrome et les courses définitivement officialisées par un décret de Napoléon 1^{er}, en août 1805.

Le Selle Français qui regroupe les anciennes appellations demi-sang, est le fruit d'une sélection qui a connu deux grandes mutations. La première, en 1914, avec le croisement d'étalons pur-sang avec les juments autochtones. La deuxième, en 1958, avec les anglo-arabes du Sud-Ouest. Les selles français s'illustrent aujourd'hui dans les courses pour AQPS, autres que pur-sang. ■



SUR L'ÉTABLI...

Elle est baroque, il est hardrock

Nelly Poidevin est archetière ; Olivier Pont, luthier. Depuis leur atelier, à Dinan, ils travaillent pour des musiciens du monde entier. Rencontre avec un duo singulier, passionné par la musique et son histoire.

Ils travaillent chez eux, dans une maison en bois. Le premier étage, c'est leur atelier. Chacun son établi. Chacun ses clients. "On fait entreprise à part", commente Olivier Pont. "Il arrive que nous nous échangions des clients, précise Nelly Poidevin. Mais c'est assez rare. Nous ne sommes pas du même milieu musical. Ma spécialité, c'est la musique ancienne, du Moyen Age jusqu'à l'avènement du romantisme". "Toi, c'est le baroque ; moi, c'est le hardrock", résume, pince sans rire, son compagnon.

Une passion commune les lie, la musique. Elle, l'archetière. Lui, le luthier. Depuis 1986, il fabrique des violons. Acoustiques mais surtout électriques. "Quand j'ai commencé, j'étais quasiment le seul, se souvient Olivier. À l'origine, je voulais être violoniste. Comme j'étais attiré par le jazz et le rock, j'ai commencé à bricoler des prototypes de violons électriques." Après un stage de lu-

therie classique à Besançon, il s'installe à Paris. Et rencontre Nelly qui travaillait déjà comme archetière depuis 1984. "À la base, j'avais une formation d'art graphique. Je me suis logiquement retrouvée à travailler dans le milieu de la publicité. Et j'ai vite compris que ce n'était pas mon truc." À l'époque, l'école de Mirecourt qui a formé une quarantaine d'archetiers, venait de fermer. Nelly apprendra son métier hors école, auprès d'un archetier qui va la former pendant trois ans.

Installés depuis 2000 à Dinan, ils voient les commandes affluer du monde entier. Des clients de Nelly, 20 % sont japonais. "En revanche, ma clientèle est plus européenne, précise Olivier. Un tiers vient d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas et deux tiers de France".

MALGRÉ

LA CONCURRENCE CHINOISE

Ils sont si spécialisés tous les deux qu'ils arrivent à conserver une clientèle fidèle, et ce, malgré la concurrence de la lutherie chinoise qui propose des instruments à des prix cassés. Car, dans ces marchés minuscules que représentent les amateurs de violons électriques et d'archets baroques, ils ont acquis une renommée certaine. Olivier travaille notamment avec quelques musiciens très réputés comme le violoniste Didier Lockwood.

Mais la reconnaissance, leur clientèle aux noms prestigieux, le respect qui les entoure, ils n'en parlent pas ou très peu. Ce qui les intéresse, c'est la pratique de leur métier. Et

surtout, les recherches qu'ils entreprennent autour de la musique et de son histoire pour réaliser leurs instruments: "Nous passons beaucoup de temps à nous poser des questions.

Par exemple, les musiciens du XIII^e siècle fabriquaient-ils eux-mêmes leurs instruments? Choisisaient-ils le bois en fonction de sa sonorité ou pour d'autres raisons?". Pour réaliser des archets utilisés au Moyen Age, Nelly interroge l'icôneographie et les sculptures: "A chaque époque, à chaque lieu, à chaque style musical correspond un type d'archet particulier. Il s'agit, dès lors, de réinterpréter les documents de l'époque".

Quand ils ne fabriquent pas d'instruments, ils en jouent. En amateurs. "Avec le recul, je me dis que je me sens plus à l'aise dans un atelier que sur scène. C'est l'établi qui a pris le dessus", constate Olivier. Une chance pour les musiciens. ■

CONTACTS

Nelly Poidevin, tél. 02 96 87 05 43
Olivier Pont, tél. 02 96 87 05 39
18, rue François-Luzel, Dinan



COOPÉRATION INTERNATIONALE

La solidarité primée

En 2004, le concours jeunes solidaires organisé par le Conseil général a récompensé quatre initiatives parmi quinze actions de solidarité menées par des jeunes avec un pays en voie de développement.

Exemple de deux missions dans deux continents, l'Amérique et l'Afrique.

L'AIDE DES "ENFANTS DU FLEUVE" AUX ENFANTS DES RUES

L'association Enfants du fleuve présidée par Aimée, a été créée par Estelle Jacquet au Pérou. Aidée par le Conseil général, l'association a ouvert, à Iquitos, un centre d'accueil pour les enfants travailleurs des rues.

"Ce grand port fluvial de 480000 habitants se situe au nord-est, dans la forêt amazonienne, une région pauvre depuis le déclin du caoutchouc. Un grand bidonville est bâti sur pilotis pour faire face aux crues de l'Amazonie. La population surexploitée survit grâce aux petits boulots".

Enfants du fleuve ne pratique pas la charité. L'association composée de trois péruviens et Estelle fait de la prévention auprès des enfants. "Nous ne distribuons pas de vivres. Les enfants ne sont pas pris en charge". Ils ont souvent une famille et ne sont pas tous à la rue. Ils viennent au centre, une maison prêtée par un Américain, pour trouver de la

chaleur humaine et participer à un programme. "Une heure pour jouer, se laver, se reposer. Une heure avec la psychologue pour effectuer un travail de revalorisation de soi. La troisième heure est consacrée aux jeux collectifs qui apprennent la solidarité. Ceux qui vont à l'école doivent apporter leur bulletin. L'association a participé à former un jeune en anglais, d'autres en informatique".

À Iquitos, il n'y a pas d'agressivité envers les "gringos", les blancs, mais dans la rue, les enfants sont en danger. L'association tisse des liens avec eux, leur apprend à avoir une meilleure image d'eux-mêmes et à se protéger. ■



CONTACT
Association Enfants du fleuve
le Moulin neuf -
22800 Plaine-Haute
02 96 64 1772 ou 06 67 02 49 19

Estelle Jacquet



BADINOGO, UN PROJET ÉDUCATIF

Le club Unesco du collège Léquier de Plérin soutient un projet éducatif à Badinogo, village de 2000 habitants du Burkina Faso. Une trentaine d'élèves sont impliqués dans les échanges avec les enfants africains.

Clément, Nolwenn, Hélène, Anne Lise, Alexandre, Benjamin sont membres du club. Ils ont fait leur projet - initié il y a plus de 10 ans par des adultes - dont l'objectif était de favoriser le développement d'un village de la brousse à travers l'éducation pour tous. Le Secours populaire et le Conseil général sont partie prenante du projet.

Une école a déjà été construite qui accueille 128 élèves dont 62 filles ainsi qu'un logement et une cantine avec un jardin. Environ 500 arbres ont été plantés.

"Régulièrement nous récoltons des fournitures scolaires. Chacun donne ce dont il n'a pas besoin". Une façon d'apprendre à partager. "On fait aussi des gâteaux qu'on vend". Dernièrement, des élèves ayant gagné un prix aux Foulées briochines ont fait don de leur chèque au club. Badinogo, c'est vraiment devenu l'affaire de tous.

En ce moment, les jeunes travaillent à la mise en place de bibliothèques de classes. Plusieurs

professeurs sont investis dans l'association. "Pour que les liens soient plus vivants, la correspondance entre les deux établissements est renforcée et des enfants de Badinogo vont venir cet été à Plérin".

Le jardin est utilisé comme outil pédagogique et il est prévu que la cantine, où est pris le repas quotidien, soit améliorée. Tous les projets sont suivis par un Burkinabé originaire du village et rien n'est fait sans consultation des villageois. ■

CONTACT

Collège Léquier
22190 Plérin
www.ville-plerin.fr/badinogo

Pour l'année 2005, vous pouvez retirer les dossiers, jusqu'à fin septembre, à la Mission internationale.

9, place du Général de Gaulle,
Saint-Brieuc
Tél. 02 96 62 63 95
GUILMINDominique@cg22.fr

Le concours jeunes solidaires a lieu pendant la semaine de la solidarité internationale en novembre 2005.

LES CONSTRUCTIONS DE LA CÔTE D'EMERAUDE

Un salarié, une voix, une coopérative ouvrière

DES SALARIÉS PROPRIÉTAIRES DE LEUR ENTREPRISE, QUI ÉLISENT LEUR PDG ET PEUVENT LE "REMERCIER" EN CAS DE MAUVAIS RÉSULTATS. ÇA SE PASSE CHEZ CCE, ENTREPRISE DE BÂTIMENT CRÉÉE EN 1976 À DINAN SOUS FORME DE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE (SCOP).

« Ici, tout le monde rame dans le même sens, il n'y a pas de lutte des classes. » Yannick Ecobichon, 40 ans, élu PDG des Constructions Côtes d'Emeraude en 2002, a conscience d'avoir reçu un mandat lui imposant d'œuvrer pour l'ensemble des salariés. « Lorsque j'agis, c'est en fonction de l'intérêt de tous. Je dois pour cela être proche du personnel, ce qui nécessite dialogue et concertation. » Pour autant, Yannick ne rechigne pas à prendre parfois des décisions à première vue impopulaires mais nécessaires. « Je n'ai pas d'états d'âme, j'essaie simplement d'expliquer en quoi mes orientations servent le collectif. »

Détenteurs de leur société, les employés sont eux aussi fortement responsabilisés et ont à cœur de voir l'entreprise réussir. « Ce statut, résume Yannick, signifie que l'on ne se moque pas des salariés et qu'on veut les impliquer dans la conduite de l'entreprise. Il en résulte un fort sentiment d'appartenance. » Ils sont aujourd'hui 47 à avoir choisi d'entrer dans le capital et, quel que soit le nombre de parts détenues par chacun, un homme égale une voix pour élire les membres du conseil

d'administration. À noter enfin que chaque sociétaire perçoit une rémunération sur ses parts, et ce seulement en cas de résultat positif. Situation fréquente à vrai dire, CCE bénéficiant depuis quelques années d'une conjoncture très favorable dans son secteur: plus 30 % de chiffre d'affaires en 3 ans.

DES DIFFICULTÉS À RECRUTER

Seule ombre au tableau: l'entreprise rencontre des difficultés à recruter du personnel qualifié, ce qui la conduit à recourir massivement au travail intérimaire (environ 35 personnes). Au grand dam de Yannick Ecobichon qui assure pourtant qu'il pourrait embaucher 15 à 20 personnes. « Les intérimaires préfèrent conserver leur statut et par ailleurs il demeure un véritable problème d'adéquation entre la formation et l'emploi. » Deux raisons, selon lui, à cette situation de « pénurie ». Le premier obstacle est lié aux évolutions techniques récentes qui font que les organismes de formation n'ont pas toujours les moyens de mettre à disposition un matériel devenu de plus en plus

coûteux. « Pour y remédier, la tendance est à les accueillir sur nos propres dépôts. C'est ce que nous faisons notamment dans le cadre d'un partenariat avec les Compagnons du devoir. » Enfin, il subsiste un problème d'orientation. « Nous, les entrepreneurs, devons faire de gros efforts pour communiquer en direction des jeunes, dès le collège, pour leur donner envie de faire ce métier et pour effacer une fois pour toutes l'image à la fois négative et caricaturale qui a pu en être donnée. » ■



CONSTRUCTIONS DE LA CÔTE D'EMERAUDE (CCE)

Siège social :

ZI de Quévert - BP 318 22 106 Dinan

Tél. 02 96 39 50 91

Courriel : cce.dinan@wanadoo.fr

Effectif : 80 personnes

Activité : bâtiment, spécialité gros œuvre, béton armé.

Réalisations : logements collectifs, hôpitaux, bureaux, bâtiments industriels, etc.

Chiffre d'affaires :

17 millions d'euros



Annick Fénelon



Jesaïg Bourdonnais

AIDE DÉPARTEMENTALE CRÉARMOR

Premiers pas...

LES CÔTES D'ARMOR VOIENT NAÎTRE CHAQUE ANNÉE DES DIZAINES DE PETITES ENTREPRISES, CRÉÉES PAR DES FEMMES ET DES HOMMES DÉCIDÉS À DONNER UN NOUVEL ÉLAN À LEUR PARCOURS PROFESSIONNEL. LES DEUX EXEMPLES QUI SUIVENT SONT AIDÉS PAR LA PRIME CRÉARMOR DU CONSEIL GÉNÉRAL, DONT PRÈS DE 200 JEUNES ENTREPRISES ONT DÉJÀ BÉNÉFICIÉ.



TBC

20bis, rue Bellevue
22520 • BINIC
Tél. 02 96 73 31 75

TBC À BINIC

Un nouveau concept de court de tennis

Cadres à Paris, Annick et Vincent Fénelon décident un jour de tout plaquer pour s'installer avec leurs trois enfants à Binic, terre d'origine d'Annick, "pour y retrouver une vraie qualité de vie et bâtir de nouveaux projets professionnels," explique Annick. Férus de tennis – les enfants font de la compétition – les Fénelon veulent construire un court sur leur grand terrain. "Nous voulions une surface facile d'entretien, utilisable toute l'année et suffisamment souple pour ne pas esquinter les jambes des enfants. Le problème, c'est que ça n'existait pas sur le marché," poursuit Annick. C'est finalement Vincent, son mari, qui trouvera la solu-

tion: des dalles de béton cellulaire recouvertes de brique pilée. Le court est construit, testé puis breveté en 2002. Deux ans plus tard, Annick crée sa société, TBC comme Terre Battue Cellulaire. "Le vrai démarrage, nous le devons à la ville de Saint-Quay-Portrieux, qui nous a commandé un court couvert aujourd'hui adopté par les joueurs qui l'utilisent de façon extrêmement intense." Suivent 4 courts réalisés à Sables-d'Or-les-Pins. Aujourd'hui, Annick prospecte. "J'ai plusieurs devis en cours, mais c'est un marché très fermé et les contacts sont longs. Le pari sera vraiment gagné quand je vendrai plus de 20 courts par an. En attendant, il faut tenir. C'est là que les aides publiques, comme la prime Créarmor du Conseil général, prennent toute leur importance." ■

JB-ASSISTANCE-EXPORT À LAMBALLE

Jesaïg aide les PME à exporter

Après 16 ans de missions à l'export dans plusieurs grandes entreprises bretonnes (vers l'Europe, l'Asie et l'Afrique), Jesaïg Bourdonnais, 46 ans, décide de créer son activité. "J'avais envie de mettre cette expérience au service de petites et moyennes entreprises qui voudraient exporter mais qui n'ont bien souvent ni les moyens, ni le temps de développer leurs marchés à l'étranger." JB-Assistance-Export, créée fin 2004, propose des services sur mesure. "Mes interventions peuvent être très ponctuelles, comme par exemple m'occuper de la présence d'une entreprise sur un grand salon professionnel international ou la réception d'une délégation de clients étrangers, ou s'inscrire dans la durée, pour prospecter de nouveaux clients, négocier les contrats, assurer le suivi des commandes... bref, mettre en œuvre une qualité de

service et une disponibilité qui, au

bout du compte, vont fidéliser l'acheteur." Jesaïg est parfaitement bilingue anglais (interprétariat, traductions juridiques), maîtrise l'espagnol courant et a complété sa formation par un diplôme de 3^e cycle en marketing international. Pour autant, elle préfère mettre en avant sa bonne humeur et son goût du contact. "Je suis tout sauf une grosse tête bardée de diplômes. Fille de paysans, mariée à un paysan, je vis à Lamballe et suis viscéralement attachée aux Côtes d'Armor." Déjà, la société a décroché quelques missions. "Ça décolle, mais il faut encore attendre un peu pour voir si mes nombreux contacts vont déboucher sur d'autres contrats. C'est là que la prime Créarmor me sera utile, pour couvrir les frais engagés sur ces nouvelles missions." ■



JB-ASSISTANCE-EXPORT

5, rue des Saints-Pals
22400 • LAMBALLE
Tél. 02 96 50 14 66



INTERNET

Tourisme en ligne

Le nouveau site internet du Comité Départemental du Tourisme, organisme financé par le Conseil général, est en ligne. Abondamment illustré et animé, ce site se veut avant tout convivial et pratique. L'internaute peut y glaner des idées de séjours grâce à de nombreux critères de recherche, commander les publications du CDT, voire

même réserver directement en ligne. Et, pour être sûr de ne rien manquer, vous pouvez vous abonner à la lettre d'info (promotions, nouveautés), envoyée directement sur votre messagerie. Enfin, un espace d'information est réservé aux professionnels.

www.cotesdarmor.com

HORS-SÉRIE

Le Petit Train, c'est notre histoire

Vous ne pouviez pas y échapper, le voilà. En cette année du centenaire du Petit Train des Côtes du Nord, nous n'avons pas résisté à la tentation de lui consacrer un hors-série. Il faut dire que le sujet s'y prête (les trains ont toujours été source d'inspiration littéraire). Une fabuleuse aventure qui dura un demi-siècle, pour s'achever après la guerre, condamnée par la sacro-sainte automobile. Un demi-siècle de vie au rythme lent et cadencé de ce tortillard qui allait jusque dans les plus petits bourgs, transportant les hommes et toutes sortes de marchandises, franchissant les vallées sur les ponts de dentelle d'Harel de La Noë. Le petit train, c'est un pan de notre histoire - histoire sociale, histoire du quotidien - restituée ici à travers de nombreux témoignages.



Disponible au Conseil général, Direction de l'Information, de la Communication et de la Promotion.
9, place du général de Gaulle. 22 000. Saint-Brieuc.
Tél. 02 96 62 62 16.

LE 5 JUIN À LANGUEUX

60 ans de mouvement familial

Dans le cadre de l'année de la famille en Côtes d'Armor, l'Union Départementale des Associations Familiales, partenaire essentiel des institutions publiques en matière d'aides à la famille et à l'enfance, organise à Langueux la journée anniversaire des 60 ans du mouvement familial. Rendez-vous dès 10h à la Terrasse du Point Virgule pour une assemblée générale qui verra l'intervention du sociologue Bruno Ribes, sur le thème de l'évolution de la famille à travers les siècles. La journée se poursuivra par un grand pique-nique à la Briquetterie (vers 12h) et une après-midi de fête et d'animations.

Renseignements 02 96 33 40 76

5^{es} ASSISES DES CONSEILLERS GÉNÉRAUX DE FRANCE À NANTES

Les départements, acteurs de la cohésion sociale



ables de la cohésion sociale et du changement", déclarait Claudy Lebreton. On notera également le beau succès du Salon des Départements de France, manifestation couplée à ces assises. Pour la seconde fois, les quatre départements bretons y tenaient "stand commun", sur le thème de la Bretagne, couleurs culturelles. Le Conseil général des Côtes

d'Armor y présentait quelques facettes emblématiques de sa politique culturelle : l'aide aux arts plastiques, les actions en faveur du cinéma, l'art au collège ou encore la valorisation du patrimoine maritime.

Plus de 2 000 conseillers généraux venus des 102 départements français se sont retrouvés à Nantes, début avril, pour la cinquième édition de leurs Assises nationales, sous la présidence de Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des Départements de France. Une délégation forte de 23 conseillers généraux, y représentait les Côtes d'Armor. Sur le thème du "Département, une institution moderne au cœur du changement", les élus ont trois jours durant débattu des nouveaux défis que doivent aujourd'hui relever les Conseils généraux au regard des nouvelles et lourdes compétences qui leur ont été confiées par la loi du 13 août 2004. Des défis à mettre en perspective avec les évolutions sociales, démographiques et économiques de leurs territoires. Ces rencontres, largement relayées par la presse nationale, auront été l'occasion de "démontrer la force et la vitalité des départements, acteurs incontour-



De gauche à droite

Patrick Mareschal, président du Conseil général de la Loire-Atlantique
Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des Départements de France (ADF)
Jacques Pelissard, président de l'Association des Maires de France (AMF)
Alain Rousset, président de l'Association des Régions de France (ARF)

SERVICE DE REMPLACEMENT EN AGRICULTURE

Des hommes de confiance

Difficile le métier d'exploitant agricole? Sans aucun doute. C'est la raison pour laquelle la profession est exercée par des passionnés. Que dire alors des remplaçants qui, à chaque mission, vivent une aventure nouvelle? De quelques jours à plusieurs mois, ils sont prêts à prendre au pied levé la responsabilité de toute exploitation, comme s'il s'agissait de la leur.

Chaque année, le SDAEC, Service d'Aide en Elevage et Culture voit son activité augmenter. Cette structure a pour mission de mettre des salariés de remplacement à disposition des exploitants agricoles, qu'il s'agisse de cas d'urgence (maladie, accident...) ou simplement pour leur permettre de prendre des congés. À vocation nationale, le SDAEC dénombre 2700 adhérents dans les Côtes d'Armor,

sur 8000 exploitations professionnelles. Raréfaction de la main-d'œuvre, professionnalisation des exploitations, nouvelles demandes... L'appel au service de remplacement évolue, et réclame des innovations dans le service rendu aux éleveurs, afin qu'ils vivent mieux leur métier, bénéficient de souplesse dans l'organisation du travail et améliorent leur qualité de vie. ■



Un vrai secours

Connaître les bêtes, leur caractère, se faire reconnaître par elles, est indispensable.

Depuis quelques semaines, Michel Leméhauté est en arrêt de travail pour une durée de trois mois. Impossible de s'occuper de son exploitation de vaches allaitantes (65 mères pour 200 bêtes) et de ses 110 hectares de terres. Grâce à Françoise Thomas, sa remplaçante, il peut prendre le temps de se remettre complètement.

«Auparavant il y avait toujours des frères, de la famille qui pouvaient aider, et les structures étaient beaucoup plus petites. Maintenant, elles sont trop importantes pour déléguer au voisin. Même s'il y a encore de l'entraide en cas de coup dur», explique Michel Leméhauté. À de nombreuses occasions déjà, notamment pour les vacances, il a fait appel aux remplaçants du SDAEC. «Nous essayons d'avoir le même remplaçant, mais ce n'est pas toujours possible. Françoise est très demandée! Nous avons eu 7 ou 8 remplaçants différents mais il n'y a pas de problème, ils s'adaptent très facilement. C'est leur grande force». À chaque départ en vacances, il fait en sorte que tout soit en ordre et organisé pour

l'arrivée du remplaçant. En une demi-journée, la transmission est faite. Parfois même, quand il s'agit d'un habitué, les dispositions sont prises juste par téléphone. «Je n'ai jamais eu d'inquiétude», souligne Michel Leméhauté. D'autres exploitants sont plus méfiants et ne partent jamais. Mais quand on revient, on retrouve l'exploitation en bon ordre et c'est formidable».

RÉAGIR EN TOUTES CIRCONSTANCES

À 35 ans, Françoise Thomas a réalisé tout son parcours professionnel au sein du SDAEC, et ne souhaite à aucun prix changer de métier. «Cela me plaît de bouger, de changer d'exploitation, de voir du monde, j'aime l'urgence. Je vais de plus en plus souvent dans les mêmes exploitations. Il y a donc un lien qui se crée». Pour autant, elle a souvent affaire à des situations très délicates. «Je fais beaucoup de remplacements pour accidents. Lorsque j'arrive, la personne a été emmenée à l'hôpital et il n'y a personne. Il m'est arrivé de ne pas savoir où étaient les champs,



«Il y a quelques années, les exploitants trouvaient impensable qu'une femme sache manœuvrer les engins agricoles».



Un(e) remplaçant(e) doit savoir tout faire! Y compris les travaux de bricolage!



Marquage d'un jeune veau.

les vaches... Je ne trouvais pas le troupeau de génisses et j'ai dû demander à un voisin! Lorsqu'il y a un chien de troupeau, il faut savoir comment donner les ordres. Si on ne le connaît pas, il fait n'importe quoi! Les vaches ont également leurs habitudes, elles sont habituées à leur éleveur et il faut savoir comment elles réagissent».

Bien entendu ce ne sont pas des situations devant lesquelles on place les nouveaux arrivants. Pour eux, un système de tutorat a été mis en place. «Pendant deux jours, nous leur apprenons comment se débrouiller sur une exploitation. Ce sont surtout des ficelles du métier: penser à demander où se trouve le compteur électrique, le compteur d'eau...» Chaque jour, Françoise Thomas est témoin de ces «coups durs» auxquels doivent faire face les éleveurs, et elle regrette que tous ne les prévoient pas. «Certains rechignent à investir dans une assurance à leur personne, mais quand l'accident arrive, il ne faut pas être arrêté 6 mois, le poids financier est alors énorme et ils peuvent ne pas s'en relever». ■

Un secteur en mutation

Outil de travail au service de la profession agricole, le SDAEC s'adapte aux besoins des exploitants, quels que soient les types de production. Directrice du SDAEC pour les Côtes d'Armor, le Morbihan et le Finistère, Sylvie Le Clec'h-Ropers en expose les enjeux.

De nombreux exploitants demeurent encore réticents à adhérer à vos services, pour quelle raison ?

Ils assurent leurs bâtiments, leur tracteur, leurs bovins... mais ils ne s'intègrent pas eux-mêmes dans leur gestion globale. Or, cela devrait être perçu au même titre que n'importe quel autre investissement dans le pilotage de l'exploitation. Il est vrai que dans l'agriculture, il y a toujours eu de la main-d'œuvre familiale non rémunérée. Mais aujourd'hui, les femmes travaillent de leur côté, la famille est éloignée et n'est plus disponible, on pense que l'accident n'arrive qu'aux autres... Il s'agit essentiellement d'un frein culturel.

Quelles sont les attentes de vos adhérents ?

Aujourd'hui, les exploitants veulent pouvoir souffler. Trouver une articulation entre le temps de vie privée, et le temps de vie professionnelle. Certains ont supprimé la traite du dimanche soir, d'autres ont créé des groupements d'employeurs locaux pour se partager un salarié... Certains nous ont demandé de trouver un service clé en main, qu'il s'agisse d'un besoin ponctuel de deux jours, ou d'une demande d'un salarié régulier, une fois par semaine. Nous tâchons donc de nous organiser pour créer un emploi permanent, à temps partagé, sur certains secteurs.



Les femmes font progressivement leur place dans le monde agricole. C'est un de vos chevaux de bataille...

Elles ont toujours œuvré dans les exploitations, mais avaient peu de reconnaissance. Quand je suis arrivée en 1998, personne n'avait eu l'idée de s'intéresser aux femmes, d'autant qu'il y avait des a priori. Quand on mesure le nombre de jeunes femmes dans les écoles d'agriculture, il est évident qu'il faut leur donner leur place ! Nous avons commencé à en embaucher et les freins sont tombés tout seuls, par la pratique et en informant les éleveurs qui ont pu mesurer la qualité de leur travail. Nous avons entre 8 % et 10 % de salariées et nous souhaitons pérenniser cette démarche.



Lorsque l'éleveur est sur l'exploitation, un véritable partenariat s'instaure avec le remplaçant.

Partenariat gagnant

Polyculture, élevage de vaches laitières représentant 120 têtes en tout, 65 hectares de surface agricole utile pour 2 UTH (unité de travail humain), Dominique et Aude Menguy sont adhérents au SDAEC depuis 5 ans. Agés de 36 et 27 ans, ils n'envisagent pas leur activité sans la possibilité de s'arrêter de temps en temps.

“Au départ, nous avons opté pour ce choix afin d'être sûrs de trouver une main-d'œuvre qualifiée en temps voulu, en cas de problème majeur sur l'exploitation”, explique Dominique Menguy. Nous n'avons pas attendu d'avoir des problèmes”. De fait, c'est la première fois qu'ils utilisent le SDAEC pour cause de

maladie, Aude étant arrêtée depuis un mois. “Auparavant, nous l'utilisions plutôt pour les week-ends. Notre objectif est d'essayer de prendre un week-end par mois, et une semaine de vacances par an pour pouvoir se libérer un peu. Sinon, c'est du temps plein 365 jours par an”, poursuit-il. En effet, l'élevage de vaches laitières ne laisse aucune journée de repos,



Deux fois par jour, à 7 h 30 et 18 h 30, Guillaume s'occupe de la traite.

Le paillage des étables fait partie des tâches quotidiennes, à l'aide d'une machine très... capricieuse !

même si le week-end est limité au minimum : traite, paillage et alimentation des bêtes. Pour l'heure, c'est Guillaume Menguy (non, il ne fait pas partie de la famille), qui remplace Aude le temps de son arrêt maladie, de 7 h 30 à 19 h 30. Après un bac STAE et un BTS en apprentissage, avec une spécialisation en lait, il est entré directement au SDAEC : “Ce n'est pas définitif car je souhaite m'installer avant l'âge de 30 ans. En attendant, j'apprends tous les jours, j'expérimente de nombreux systèmes. Cela me permet d'enrichir mon expérience avant de m'installer en production laitière”.

UNE AFFAIRE DE RENCONTRE

S'adapter aux méthodes de travail de l'exploitation, aux moyens dont elle dispose... Avec l'habitude, Guillaume Menguy sait trouver rapidement ses marques. Pour lui, l'essentiel demeure la relation humaine.

“Quand je démarre une nouvelle mission, ma plus grosse inquiétude est de savoir comment est l'exploitant, explique Guillaume Menguy. Je préfère une exploitation moins moderne avec des relations de qualité. On ne peut pas, dès le premier jour, faire aussi bien et aussi rapidement que l'exploitant lui-même. Il y a une période d'adaptation nécessaire que chacun doit comprendre”. S'il est en effet essentiel de gagner la confiance de l'exploitant, c'est aussi à ce dernier de laisser les rênes au remplaçant. Dominique Menguy en est parfaitement conscient : “Nous devons leur laisser de la marge pour qu'ils sentent que nous sommes confiants. Ils ont une vraie responsabilité, mais ils sont qualifiés pour cela”.

LES MOTIFS DE REMPLACEMENT

- maladie : 56 %
- maternité : 25 %
- paternité : 7 %
- congés : 9 %
- aide : 2 %
- mandat professionnel et formation : 1 %



Avec l'appui du Conseil général

Depuis février 2004 le Conseil général a renforcé son soutien au SDAEC. Jean le Floch, vice-président en charge de l'Agriculture, de l'Aménagement rural et de l'Environnement explique pourquoi.

“Comment est né ce partenariat ? En 2002, le SDAEC a souligné les difficultés qu'il rencontrait avec certains exploitants agricoles non adhérents. À la demande des maires, la structure était sollicitée pour intervenir dans des cas d'urgence, mais faute de contrat, le financement restait une question difficile à résoudre. Nous avons donc dû trouver une solution pour donner un cadre précis à ces interventions. Un partenariat a été mis en place entre le Conseil général, le SDAEC, la Caisse régionale du Crédit agricole, le CMB et Groupama. Partant de là, nous avons également mené une réflexion autour d'une incitation à l'adhésion. Nous avons donc signé avec les mêmes partenaires une seconde convention d'aide à l'adhésion des jeunes agriculteurs au SDAEC. Ceux-ci s'engagent à adhérer pour une durée minimale de 5 ans; en contrepartie, nous prenons en charge de manière partielle et dégressive le coût de l'adhésion: 80 % la première année, 50 % la deuxième année et 20 % la troisième. Sur une base de 50 nouveaux dossiers par an, notre contribution s'élèvera à 8500€ par an”.

Quelles en sont les modalités ?

Ensemble, nous prenons en charge la première semaine de remplacement, sachant que dans ce délai, nous devons trouver une solution pour organiser une nouvelle ges-



GROUPE DE L'OPPOSITION DÉPARTEMENTALE

Démocratie: quel visage? quel usage?



MICHEL VASPART
Conseiller général
du canton de Dinan-Est

Il y a quelques semaines, lors de la séance du Conseil général consacrée au budget 2005, nous avons eu un débat sur la démocratie participative. En effet, le Président Claudy Lebreton et son premier vice-président, Michel Lesage, pensent qu'il est nécessaire de développer la démocratie participative.

Depuis bientôt 13 ans que j'exerce les fonctions de Maire, mais aussi dans le cadre de mes autres mandats, j'ai pu constater les difficultés de plus en plus grandes à faire avancer les dossiers de quelque nature qu'ils soient. En effet, les compétences croisées de toutes les structures existantes compliquent considérablement l'avancement des projets. Plus nous multiplierons les consultations, moins les projets avanceront à un rythme normal et acceptable. Notre société souffre actuellement de suffisamment d'inertie et de blocage sans forcément en créer davantage. En effet, si la démocratie participative a sa place dans le débat public, elle doit rester à sa place et ne pas se substituer, ou vouloir se substituer, à la démocratie représentative, c'est-à-dire à celles et ceux qui ont été élus sur un programme par leurs concitoyens et qui ont la charge et la responsabilité de décider.

Bien trop souvent, il suffit à quelques-unes de se constituer en association pour se considérer investis de je ne sais quelle mission, voulant exercer un lobbying forcément ciblé et sectoriel qui n'est pas précisément conforme à l'intérêt général que sont chargés de préserver les élus locaux. C'est ainsi que se développent les lobbying d'opposition à tout: c'est la gestion des déchets, c'est la mise en place d'antennes relais pour les téléphones. Chacun est satisfait de se servir de son téléphone portable et ceux qui en possèdent un n'imaginent pas revenir en arrière, mais ne veulent surtout pas d'antenne près de chez eux. De même, nous produisons tous des déchets que nous avons bien du mal à trier, et beaucoup ne

veulent pas d'incinérateur, mais ne veulent pas non plus de centre d'enfouissement.

Bien entendu, tout le monde, à juste titre d'ailleurs, veut plus d'emplois, plus d'entreprises. Mais personne ne veut d'entreprises dans son environnement, parce que cela génère du trafic ou du bruit. Lorsque l'on choisit, pour limiter les "nuisances", de créer une zone d'activités éloignée des habitations et proche des quatre voies, il se trouve encore une ou des associations, bien entendu différentes des autres, qui mettent tout en œuvre pour que ces entreprises ne s'implantent pas. Sans oublier tous ceux qui achètent des propriétés à proximité d'exploitations agricoles et qui voudraient ensuite que l'exploitation s'en aille!

Quelles sont ces contradictions permanentes qui paralysent notre pays dans tous les domaines? Quel pouvoir doivent avoir ces associations "de défense" par rapport à celui des élus? Voilà des questions de fond dont le débat démocratique est urgent. Il existe des instances comme la Commission des Sites et combien d'autres, des "machins" aurait dit le Général De Gaulle, qui paralysent plus qu'elles ne sont efficaces.

Nous avons en France une démocratie représentative "de masse" si j'ose dire: commune, intercommunalité, département, région, Etat, Europe. Je crois que nous sommes dans un pays plutôt suradministré et surreprésenté. Alors, de grâce, que chacun reste à sa place et que la démocratie participative ne soit pas plus écoutée, plus entendue, plus respectée, que la démocratie représentative.

Lorsqu'une association s'enorgueillit d'avoir 400 membres sur la Bretagne, ce qui est au demeurant très bien, il faut néanmoins à un Conseiller Général entre 1500 à 7000 voix, suivant le canton, pour être élu, et à un député 30000 ou 40000 voix. De plus, à chaque échéance, leur contrat est renouvelé ou non en fonction du souhait d'une majorité d'électrices et d'électeurs. Voilà ce qui me semble être la vraie démocratie. ■

GROUPE COMMUNISTE ET APPARENTÉ

Réflexions sur l'école



ANGE HERVIOU
Président
du Groupe
Communiste
et Apparenté

Dans le domaine scolaire, le Conseil général a des compétences propres au niveau des collèges. Il intervient en investissement et en fonctionnement. Il a aussi compétence dans le transport des scolaires qui empruntent les lignes régulières ou des circuits particuliers. Le Conseil général apporte également une aide aux communes pour l'adaptation des locaux et l'équipement des écoles du 1^{er} degré.

Si la présence d'un important réseau de collègues est un élément essentiel de la scolarisation dans notre département, l'existence d'un réseau d'écoles primaires et maternelles en est un autre. C'est vrai dans les secteurs urbains et c'est vrai dans les secteurs ruraux.

La scolarisation des élèves en "maternelle" joue un rôle essentiel dans la préparation de la réussite scolaire. Les statistiques l'établissent et l'expérience le prouve. C'est une raison suffisante pour qu'on défende et qu'on préserve les écoles maternelles aujourd'hui dans le "collimateur" du ministère. ■

De plus, dans un département comme le nôtre, si les enfants de 2 et 3 ans, n'étaient plus pris en compte dans les effectifs, c'est tout le réseau des écoles en milieu rural qui serait mis en cause.

Il nous faut, bien entendu, prendre en compte les besoins nouveaux qui existent en matière de garderies, de création de réseaux d'aides maternelles, mais veillons à ce que les réponses à trouver et à apporter dans ces domaines ne soient pas détournées de leur but pour aller progressivement vers la remise en cause de l'école maternelle, aux motifs qu'on pourrait prendre en charge "les petits" autrement qu'avec du personnel enseignant, que "les collectivités locales disposant déjà de locaux pourraient, avec du personnel communal ou intercommunal, accueillir ces enfants avec mise à contribution des familles". C'en serait alors fini de l'aspect scolaire de l'accueil et de la gratuité!

Carte scolaire, loi Fillon, tendance à la marchandisation du social, de la formation, ne peuvent pas être absentes des réflexions et de l'engagement des uns et des autres dans la période actuelle. ■

GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

Rétablir la vérité



Entretien avec
VINCENT LE MEAUX,
Président du Groupe
Socialiste et Apparentés

Depuis quelques semaines, des communiqués fleurissent dans la presse au sujet de l'état des budgets régionaux et départementaux. Des élus de droite s'empressent d'analyser les finances des collectivités dirigées par la Gauche en n'hésitant pas à tronquer la réalité des équilibres budgétaires.

La fuite en avant du Gouvernement

Pour sortir de l'ornière dans laquelle ils sont bien "plantés", le gouvernement et sa majorité cherchent, à tout prix, des boucs émissaires pour porter la responsabilité des mauvais résultats de leur politique néolibérale. Or, à l'évidence, c'est bien ce gouvernement qui conduit depuis trois ans une politique sociale et économique qui dégrade considérablement le niveau de vie de nos concitoyens; c'est bien lui qui est incapable de rendre au pays la croissance créatrice d'emploi. Et que fait-il pour redresser la situation? Il tente de détourner maladroitement l'attention sur les finances locales.

Face à cette désinformation organisée par l'UMP, les Françaises et les Français doivent savoir la vérité sur les budgets locaux.

- Les départements dirigés par la droite sont eux aussi en train de voter des taux de fiscalité en augmentation parfois forte comme en Loir-et-Cher, dans la Marne, le Rhône, le Calvados. À l'inverse, des départements de gauche ont décidé de ne pas lever plus d'impôt.

- Dans beaucoup de régions, les nouveaux dirigeants redressent les politiques publiques rendues chétives par les anciens exécutifs UMP qui avaient promis, contre tout bon sens, des baisses régulières des taux de fiscalité régionale. Aujourd'hui, les nouveaux exécutifs ont des

marges de manœuvre limitées, comprimées, qu'ils essaient de développer pour financer les compétences régionales et les nouveaux services à la population.

- Que dire du cas de l'Alsace, où les taux n'augmentent pas, mais où les crédits destinés à l'exécution du Contrat de Plan Etat/Région suivent un redressement miraculeux (plus de 60 % au lieu de 40 % en moyenne dans les autres Régions)! C'est plus facile quand l'Etat ouvre abondamment les robinets de ses finances pour privilégier une seule région!

La confiance des collectivités locales rompue

C'est dans ce contexte insincère que la loi sur la décentralisation est mise en œuvre et que sont opérés, sans concertation ni compensation suffisante, les transferts de charges inhérentes. Davantage de charges et moins de moyens. Cela s'ajoute aux nombreuses décisions et non-décisions du gouvernement qui affectent depuis trois ans la qualité du Service Public: fermeture de bureaux de Poste, de gendarmeries, de classes, manque de moyens pour les services de soins et de prévoyance...

Nous, élus locaux, sommes inquiets et avons perdu confiance en la capacité de l'Etat de tenir ses engagements à propos des transferts "à l'Euro près". Pour ces raisons, notre Conseil général, comme dans la majorité des départements, a choisi de ne pas signer les conventions de transfert de compétences. C'est en ce sens que les conseillers généraux de toute la France ont, au-delà des clivages politiques, manifesté leurs inquiétudes lors de leurs Assises à Nantes, début avril.

Face à cette situation profondément préoccupante et qui inquiète tout le pays, au point même de semer gravement la confusion dans les enjeux européens, il est urgent que le Président de la République manifeste son intérêt pour la préservation de l'emploi, le renforcement de l'égalité des chances, le développement des territoires, la défense des services publics... pour tout simplement rassurer le Peuple Français. ■



À PLEUBIAN, LE SILLON DE TALBERT

Comme un bras protecteur et fragile



À la pointe de Larmor-Pleubian, la nature s'est offerte, il y a quelque 100 000 ans, une fantaisie aussi unique que fragile. Le sillon de Talbert, né sous l'action conjuguée de la houle et des courants contraires des estuaires du Jaudy (à l'ouest) et du Trieux (à l'est), forme une remarquable protection naturelle pour l'archipel de Bréhat et la côte du Goëlo. Cette étroite bande de sable et de galets qui s'élance vers le large sur plus de trois kilomètres était deux fois plus longue au XVII^e siècle. Car le sillon s'étiolait lentement, sous la pression des courants et des pillages passés des hommes qui venaient ici charger des galets pour empierrer les chemins alentour (les

Allemands vinrent même s'y servir en 1943 pour construire le mur de l'Atlantique).

Après plusieurs tentatives infructueuses pour le sauver, le Conservatoire du littoral, nouveau propriétaire des lieux, va entreprendre de nouveaux travaux.

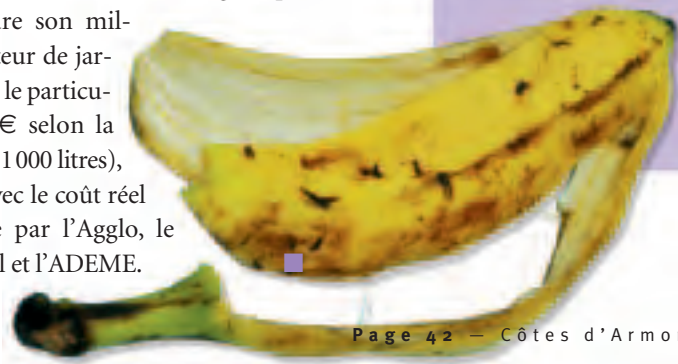
Promeneurs, attention ! Autrefois couvert de choux marins et de chardons bleus, deux plantes protégées, lieu de nidification – encore de nos jours – pour la sterne naine, la sterne pierragrün, le grand gravelot ou encore le gravelot à collier interrompu... le sillon est aujourd'hui victime de sa force d'attrait. Le passage de centaines de milliers de visiteurs a clairsemé la végétation et détruit régulièrement des œufs qui ont la particularité de se confondre avec les galets. Vous prendrez donc soin de ne pas piétiner la végétation et de respecter les zones interdites (protection des nids). ■





Chaque Costarmoricain produit en moyenne 420 kg de déchets ménagers par an. Or, on estime que 10 % de ces déchets pourraient être avantageusement recyclés en compost dans un coin de notre jardin. Pratiqué à grande échelle, le compostage individuel permettrait ainsi de réduire les volumes d'ordures à traiter (collecte, incinération ou compostage industriel) et de diminuer d'autant les coûts de traitement supportés par les collectivités, donc par les contribuables. Autre avantage: la réduction des tonnages incinérés serait une contribution immédiate à la préservation de notre environnement et l'utilisation du compost en jardinage réduit ou supprime le recours aux engrais chimiques.

Les collectivités – syndicats mixtes, intercommunalités – et le Conseil général encouragent cette pratique. Un bon tiers des collectivités proposent déjà aux particuliers des composteurs individuels à des prix défiant toute concurrence. On citera pour exemple la commune de Tréguen, l'une des pionnières, ou encore la Communauté d'Agglomération de Lannion-Trégor qui vient de vendre son millième composteur de jardin. Coût pour le particulier: 25 à 35 € selon la capacité (600 à 1 000 litres), la différence avec le coût réel étant financée par l'Agglo, le Conseil général et l'ADEME.



LE COMPOSTAGE INDIVIDUEL

Utile, écologique, économique

Faire son propre compost peut réduire de 10 % le volume de nos poubelles, limitant ainsi la consommation d'énergie et les nuisances générées par le traitement des ordures ménagères. Un geste éco-citoyen qui se développe, grâce à l'appui des collectivités.



PRINCIPES DE BASE

LE COMPOSTAGE EST LA TRANSFORMATION, EN PRÉSENCE D'HUMIDITÉ ET D'OXYGÈNE, DE DÉCHETS ORGANIQUES EN UN HUMUS TRÈS RICHE UTILISABLE À LA PLACE DU TERREAU ET DES ENGRAIS CHIMIQUES.

QUE PEUT-ON COMPOSTER ?

Epluchures, filtres et marc de café, sachets de thé, pain, fruits et légumes abîmés, coquilles d'œufs, mouchoirs en papier, essuie-tout, cendres de bois, sciures de bois non traité, plantes d'intérieur, tontes de gazon⁽¹⁾, feuilles⁽¹⁾, tailles de haies⁽¹⁾, fleurs fanées, mauvaises herbes sans graines.

À ÉVITER...

Branches, mauvaises herbes avec graines, liserons et plantes rampantes, os, viande, poisson, coquillages, fromages, huiles et matières grasses, noyaux, agrumes, papier journal.

À PROSCRIRE...

Bois traités, papier glacé (magazines, pubs), et bien sûr les sacs et emballages plastique, le verre et les métaux.

DEUX TECHNIQUES

COMPOSTAGE EN BAC

Idéal si vous ne voulez pas imposer au voisinage la vue d'un tas de compost à l'air libre. Il existe de nombreux types de bacs à compost (bois, métal ou plastique) disponibles en jardinerie ou auprès de certaines collectivités (à des prix défiant toute concurrence). Vous pouvez également en confectionner un vous-même⁽²⁾.

Avantages : la fermentation est rapide (5 à 8 mois) et le compost plus homogène. Mélangez fréquemment le contenu du bac (2 fois par mois), surtout au début, pour aérer et accélérer le processus de fermentation. En cas de temps sec prolongé, arrosez pour maintenir un peu d'humidité.

COMPOSTAGE EN TAS

Mieux adapté aux grands terrains, où le tas ne sera pas trop visible et où il permettra de traiter une plus grande quantité de déchets. Parce qu'il est exposé à l'air libre et aux intempéries, il exige peu de brassages.

Inconvénient : chats, chiens et rongeurs, attirés par certains déchets alimentaires, peuvent éparpiller le tas. Enfin, sachez que le temps de fermentation est plus long : comptez 8 mois à 1 an.

(1). En quantités limitées. (2). "Guide pratique du compostage individuel" disponible auprès de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

Contact 02 99 85 87 00

Téléchargeable sur www.Ademe.fr.



**COMPLET'MANDINGUE REVIENT,
DU 11 AU 14 MAI**

Saint-Brieuc repeint en couleurs chaudes

Cette année, le soleil a décidé de ne pas attendre l'été pour s'installer en Côtes d'Armor. Il sera présent du 11 au 14 mai, pour le chaleureux rendez-vous briochin de Complet'Mandingue.

Derrière cet astucieux jeu de mots se cache un festival de musiques africaines, monté par l'association Djabotu Binghi. L'objectif? Allier promotion des arts africains (chants, danses, mais aussi contes, gastronomie...) et solidarité internationale. En effet, les bénéfices permettent aux organisateurs d'apporter leur aide au développement d'un village sénégalais.

Pour cette 8e édition, la programmation sera une nouvelle fois ensoleillée. Masques ivoiriens et costumes colorés, la troupe Yelmba d'Abidjan entraînera la foule dans ses danses traditionnelles. Avant eux, Dobet Gnahoré, séduisante chanteuse au sourire communicatif, aura chauffé l'ambiance de sa voix si profonde. Et pour être solidaire jusqu'au bout, la restauration et les boissons distribuées proviendront du commerce équitable! Une fête énergique, bouillante, authentique, tolérante!

**Le bonheur absolu...
Mandingue!**

Association Djabotu Binghi 02 96 60 49 79
djabotu-binghi@wanadoo.fr

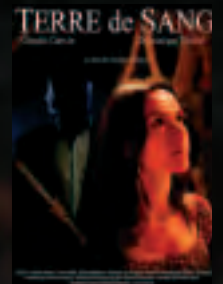
FÊTE
DÉPARTEMENTALE
DU CINÉMA

DU 4 AU 10 MAI, TOUS AU CINÉ!

Fête départementale du cinéma

Que faire ce soir? Voir un concert? Un film? Ne cherchez plus, choisissez les deux! Le concept né il y a 3 ans est toujours bien vivant: le ciné-concert. Christian Pabœuf, joueur polyvalent, a choisi de mettre en musique "L'Aurore", grand classique du cinéma muet de Friedrich-Wilhelm Murnau (1927). Ses mélodies envoûtantes transportent le film, le guident vers d'autres sphères, au gré des différents instruments (hautbois, flûte à bec basse, vibraphone) qu'il manie.

Cela sera l'un des temps forts de la fête départementale du Cinéma, qui se déroulera du 4 au 10 mai en Côtes d'Armor. Pour la sixième édition, Ecrans d'Armor (réseau organisateur partenaire du Conseil général regroupant une vingtaine de salles) a misé sur l'innovation, mais aussi l'accessibilité. En effet, la programmation, éclectique mais de qualité, vise un public large. Un public que le tarif unique de 3 € par séance ne devrait pas décourager. ■



FESTIVAL DE MARIONNETTES DU 8 AU 15 MAI

Marionnet'ic tous publics

Pour sa 7^e édition, Marionnet'Ic démarre sur les chapeaux de roue. La famille Burattini, célèbre troupe d'ascendance italienne, assure l'ouverture du festival. "Ils n'ont peur de rien!" s'emporte Philippe Saumont. "Une heure de rire, avec du sens, du propos, sur les thèmes du racisme et de la maltraitance. C'est une chance de les avoir à Binic, leur spectacle décoiffe!"

Ses yeux pétillent.

Philippe Saumont est un passionné et pour cause: il est marionnettiste depuis 15 ans. Son credo: faire découvrir la ma-

riionnette à tous. "Je veux montrer qu'elle ne s'adresse pas qu'aux enfants, elle touche tous les publics! C'est pour ça que j'ai créé le festival, il y a 6 ans". À l'époque, il n'imaginait pas un tel succès. De 5 animations en 1999, Marionnet'Ic a pris de l'ampleur et, cette année, ce ne sont pas moins de 40 spectacles qui seront présentés!

La marionnette est aussi un outil pour soigner. Le 13 mai aura lieu une conférence sur le thème "Marionnette et Thérapie". Mais attention: ce festival ne soigne pas contre les fous rires... ■

Office de tourisme de Binic

02 96 73 60 12

officedetourismedebinic@wanadoo.fr



DES JEUNES, DES PROJETS

Tous à Lamballe le 25 juin

Vous êtes jeune et vous avez des idées, des projets; vous cherchez des infos, des contacts pour créer une association, partager avec d'autres un même centre d'intérêt, créer des réseaux, monter un projet culturel... vous êtes attendu sur le champ de foire de Lamballe, le samedi 25 juin. C'est le rendez-vous départemental de la jeunesse, suite

À partir de 20 h, grand concert avec Massilia Sound System

ration de l'événement. La journée débutera vers 9h30 avec des ateliers-débats en présence de nombreux interlocuteurs institutionnels (Etat, collectivités, prestataires sociaux, associations), puis se poursuivra l'après-midi avec l'ouverture de six espaces thématiques consacrés à la communication, la culture, le sport, la vie en société (travail, insertion, solidarité...), les formes d'organisation (associations) et les partenaires de l'action jeunesse (institutions). De très nombreuses animations, confiées à de jeunes costarmoricains, ponctueront ces rencontres: démos sportives, théâtre, danses, musiques, jeux. Enfin, un grand concert gratuit est prévu à 20h au parc de la corne de Cerf et des navettes gratuites assureront la liaison depuis les principales villes du département.

Contact. 02 96 62 46 41.

Conseil général - Service Jeunesse.

LA FÊTE DES PLANTES VENUES DU GRAND LARGE

Une escale à Saint-Quay

Ils ont fait un long, très long voyage... Contre vents et marées, ils ont traversé l'Atlantique, remonté la Manche, avant d'accoster ici, les 25 et 26 juin, à Saint-Quay Portrieux. Pour ces cactus mexicains, le voyage en valait la peine. La ville, associée à la Société d'Horticulture de la Côte du Goëlo, organise la "Fête des Plantes venues du grand large". Et cette année, leur pays est à l'honneur. La flore latino-américaine sera donc particulièrement représentée, exposée tout au long du festival et le sujet de nombreuses conférences. Le Mexique sera aussi dans les assiettes (des repas, midi et soir, sur le site de la manifestation) et dans les oreilles (le samedi 25 au soir, un concert de l'orchestre Mariachi). Et pour que le spectacle soit total, un rassemblement de vieux gréements aura lieu en parallèle à la fête. Eux aussi ont beaucoup voyagé...



MONSIEUR OGH

Les nouveaux rebelles de la chanson rock

On dit Monsieur mais, en fait, ils sont cinq Monsieur(s). Tous des musiciens mûres, la trentaine, limite quadra pour certains. Ils ont joué ici et là déjà et ont formé le groupe il y a 2 ans et demi sur un projet musical précis. Inclassable d'ailleurs parce qu'empreint de toutes les musiques.

Ces cinq garçons sont des musiciens chevronnés, profs de musique ou intermittents du spectacle, des rôdes des groupes et de la scène. Presque des enfants de la balle. Cinq mecs, mais pas des machos, qui s'accommodent plutôt bien que ce soit Gwen, alias Mamzelle, qui fasse leur promotion. La jeune femme ne se départit jamais de son calme. Et il en faut avec ces gars, dont l'un arrive de Brest et est complètement à la bourre, l'autre quitte la scène tout d'un coup pour en griller une. Par bonheur, tout cela se passe pendant la ba-

lance et dans une ambiance bon enfant. Mais on leur pardonne volontiers. Car s'ils sont toujours prêts à balancer des vanes gentilles quand ils parlent, leur impertinence sert leur répertoire. Il est varié, côté musique car ils manient - et plutôt bien - tous les instruments et côté texte. Ils se démarquent dans le paysage de la chanson rock. Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter leur dernier CD "n° 426". Un peu rebelles, les textes. Ils vont de l'humour à la dérision en passant par la colère parfois. Mais la plume est là.

La verve et la qualité de M. Ogh n'ont pas échappé à tous les par-



JEAN-MARC NICOLAS

jeux de construction



tenaires qui ont soutenu Pleins Feux, la soirée cabaret qui avait lieu à la salle Horizon de Plédran le 11 mars. Une soirée spéciale "chanson et musiques actuelles", événement organisé par les associations culturelles du département et les collectivités. Parce qu'en Côtes d'Armor, on fait beaucoup pour repérer les talents du territoire et favoriser leur reconnaissance.

Des moments de plaisir comme celui-là, on en veut bien d'autres encore.

Rendez-vous à Bobital le 3 juillet au festival des Terres-Neuves.

Quelques objets, des cailloux et voilà un projet d'hôtel, un parking à étages... Avec trois fois rien, des pierres, des "Lego" empruntés à son fils, des plâtres ou encore quelques mots griffonnés, Jean-Marc Nicolas élabore des projets d'architecture imaginaire. Petits ou grands, drôles ou absurdes, ses jeux de construction sont des réalisations manuelles mais aussi des projections intellectuelles. L'artiste porte un regard amusé et distancié sur l'architecture dont il questionne l'utilité et la fonctionnalité.

Du 1^{er} au 29 avril à Ploufragan, au Centre culturel Victor Hugo.

Un partenariat entre le Centre culturel et l'ODDC:

02 96 78 89 24 - 02 96 60 86 10

SEU JORGE, PARRAIN DE VAL LATINA DU 5 AU 7 MAI

Le Brésil dans sa valise

Il aime prendre son temps. Installé à la terrasse d'un café, il allonge ses jambes, paisible et détendu. Entre deux gorgées de Caipirinha, il saisit sa guitare sèche, amorce un accord, et entonne un air de bossa nova. C'est tout un pan de Brésil que Seu Jorge transporte dans sa valise. Et par chance, il a décidé de la poser, du 5 au 7 mai, à Pléneuf Val André. Ses mélodies douces, contrastant avec sa voix légèrement éraillée, l'ont consacré chef de file de la nouvelle scène brésilienne. Révélé au cinéma

avec le percutant "Cidade de Deus", il sera le parrain de Val Latina, rendez-vous annuel de la culture latine en Côtes d'Armor. Un festival qui, à l'occasion de "l'Année du Brésil en France", sera 100 % aux couleurs jaune et verte du pays. Il s'intègre à une série d'événements ayant lieu aux quatre coins de France, regroupés sous une même appellation: "Un Brésil, Des Brésils".

Ce sont en effet plusieurs Brésil que nous propose de découvrir Val Latina: le Brésil traditionnel, et le retour sur scène des vé-

térans de Trio Mocoto; le Brésil moderne, de Silverio Pessoa qui, à coup de rock et de hip-hop, insuffle à ses racines des influences urbaines... Le Brésil engagé aussi, avec l'exposition du célèbre photo-reporter Sebastiao Salgado. Le Brésil dansant avant tout, car la culture brésilienne est bâtie sur les grandes fêtes populaires, la samba et les rythmes endiablés... Ambiance assurée!

Office de tourisme
Pléneuf-Val André 02 96 72 20 55

TOUTES LES FACETTES DU LIN

Le lin social entre les communes

Lien textile et lien social, Béatrice Dacher tisse les deux à la fois. Son projet était de taille: collecter puis broder sur le lin les noms des habitants de Saint-Hervé, Allineuc et Uzel, afin de renforcer la cohésion communautaire. Il aura fallu un an pour réaliser l'œuvre (trois toiles de 10 mètres, 1 600 noms), symbole de ce désir de mémoire collective. Elle est présentée tour

à tour dans les trois villages, jusqu'à octobre.

Communauté de communes d'Uzel
près l'Oust 02 96 28 83 09

Le lin est aussi l'occasion d'un week-end à la Maison des toiles. Il est grand temps de redorer son blason terni au profit du coton et du soja. Le lin, on l'a un peu oublié. Vêtement, huile pour la peinture mais aussi aliment in-



comparable. Les 28 et 29 mai, l'association Bleu-Blanc-Cœur en fait la promotion. Riche en oméga 3, acide gras essentiel, il est bon pour l'animal et pour l'homme. Le public découvrira un marché de produits et recevra des conseils diététiques à travers les conférences données par des médecins et des chercheurs.

Maison des Toiles de Saint-Thélo
02 96 56 38 26

TROPHÉE JULES VERNE

Yann Elies, roi du monde ?



Avant le départ, le briochin Yann Elies, chef de quart et barreur du maxi catamaran Orange, confiait : *“Si on bat ce record, on sait que ce sera de quelques heures seulement”*. On imagine l'émotion de Yann et de ses treize co-équipiers ce 16 mars, à 3 h 20 du matin, lorsqu'ils ont franchi la ligne d'arrivée du trophée Jules Verne, au large d'Ouessant, battant le record de plus de 7 jours, en 50 jours et 16 heures. À bord, ce mercredi 16 mars, Yann avouait ne pas vraiment se rendre compte, préférant évoquer ces quarts passés à la

barre dans des mers démontées, *“où, quand tu pars en surf sur des vagues hautes comme des montagnes, tu deviens le roi du monde...”*. Cette épopée, Yann l'a partagée avec les écoliers des Côtes d'Armor, dans le

cadre de l'opération *“L'école, Toutes voiles dehors”*, initiée par le Conseil général, qui permet chaque année à des milliers de jeunes de s'initier à la voile. Des élèves de Saint-Brieuc, Paimpol, Binic, Matignon et Boquého ont ainsi pu suivre la course au jour le jour sur internet et dialoguer avec Yann. Quelques jours après son arrivée, notre skipper est allé leur rendre visite dans leurs établissements où, assailli de questions, il a voulu les remercier de leur précieux soutien. *“Apprendre en s'amusant et en faisant rêver les enfants est sans doute la plus belle façon d'apprendre,”* explique Yann.

Photos : Gilles Martin-Raget



LUTTE CONTRE LE CANCER

Des bourses aux jeunes chercheurs

Le 7 mars, Claudy Lebreton et Emile Bourdet, président de l'antenne costarmoricaine de la Ligue contre le cancer, remettaient, comme chaque année, des bourses d'études à de jeunes chercheurs bretons engagés dans des travaux sur le cancer. Au total, ce sont 77 000 €, co-financés par le Conseil général et la Ligue, qui ont ainsi été attribués à six chercheurs travaillant à Rennes et Roscoff sur la biologie cellulaire, l'hématologie et l'immunologie.

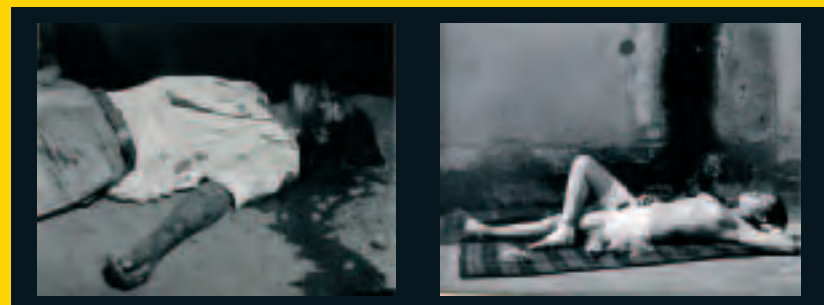


HUMOUR

Les perles du collègue

“Roosevelt, élu triomphalement aux élections présidentielles législatives, adopte le “new-deal” pour relancer la crise économique ; Mussolini prend le pouvoir le 35 octobre 1922 ; la ligne Maginot est une ligne imaginaire...” il y en a cent pages, cent pages de perles soigneusement notées par Jean-Paul Le Mener, durant sa carrière d'enseignant dans des collèges des Côtes d'Armor. Le tout est agrémenté de dessins de Nono. Savoureux.

“Perles de collégiens”, par Jean-Paul Le Mener Editions Le Télégramme 15 €



À L'IMAGERIE DE LANNION

Les photos de Manuel Alvarez Bravo

Jusqu'au 18 juin, L'Imagerie expose 86 clichés de Manuel Alvarez Bravo. Au cours de sa vie, longue de 100 ans et 100 jours, ce photographe hors pair explora le Mexique de long en large, immortalisant tant la dureté du siècle que les saynètes de la vie quotidienne. Bravo cultivait l'art des oppositions. Le sombre côtoie la lumière, la souffrance et la mort côtoient la pureté des corps nus.

Certains le qualifiaient de “photo poète”, vantant le génie fantastique et mystérieux de ses œuvres. Lui préférerait l'appellation de “photographe du dimanche”.

L'IMAGERIE

19, rue Jean Savidan

22300 Lannion

Tél. 0 296 465 725

L-imagerie@wanadoo.fr

www.imagerie-lannion.com

Le Conseil général lance un avis de **Temps de Fêtes**

sur les Côtes d'Armor

Le mois sports nature Côtes d'Armor 2005

- ▶ 24 avril Rando Muco Belle-Isle-en-Terre
- ▶ 29 / 30 avril Landes et Bruyères Cap d'Erquy - Cap Fréhel

4 rendez-vous Sports Nature à ne pas manquer

- ▶ 5 au 8 mai Magic Armor Festival des sports nature Plouha
- ▶ 14 / 15 mai Guerlédan Sports Nature Saint-Gelven

Contact: Conseil général des Côtes d'Armor Service des sports 02 96 60 18 40 Directeur de la communication 02 96 60 18 40

1^{er} au 10^{er} juin 2005

Open International Côtes d'Armor Bretagne

Au top 5 des tournois de France

Pléneuf-Val-André [DOSSIER DE PARTENARIAT]

VAL LATINA 05

FESTIVAL DES MUSIQUES LATINES

5/6/7 MAI - PLÉNEUF VAL-ANDRÉ (22)

SEU JORGE / CHICO CESAR
SILVERIO PESSOA / TRIO MOCOTO
ORQUESTRA DO FUBA
REVISTA DO SAMBA

ART ROCK

2/3/4/5 juin 2005
saint-brieuc côtes d'armor

- Sonic Youth
- Marcheuba
- Capleton
- Amadou et Marion
- Rachid Taha
- Mercury Rev
- Luïce
- Yann Tiersen
- Stephan Elcher
- Big Art Group
- Atahualpa Yupanqui...

www.artrock.org

www.cotesdarmor.fr

Côtes d'Armor,
le côté animé de la Bretagne

